

Chapitre 2 - Fonds de sécurité d'existence de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois

Titre Ier - Fixation du montant et des modalités d'octroi et de liquidation des avantages sociaux complémentaires

Cctdu 9 décembre 1998

Article 1er. En application de l'art. 2 des statuts fixés par la décision du 29 juillet 1964 instituant un Fonds de sécurité d'existence et en fixant ses statuts, modifiés en dernier lieu par la convention collective de travail du 10 juin 1987, rendue obligatoire par arrêté royal du 12 avril 1988, il est octroyé, à charge du fonds les avantages sociaux suivants :

1. une prime de fidélité;
2. un avantage social aux membres d'une organisation représentative de travailleurs;
3. une allocation complémentaire de chômage;
4. une allocation complémentaire pour les journées assimilées pour chômage économique ou technique, maladie et congé pour raisons impérieuses;
5. une indemnité spéciale aux ouvriers en cas de licenciement collectif;
6. une indemnité complémentaire aux victimes d'un accident de travail;
7. une indemnité complémentaire en cas de maladie de longue durée;
8. une allocation aux ouvriers pensionnés;
9. une allocation à la veuve (au veuf) **d'un(e) ouvrier(ère) pensionné(e)**;
10. une allocation aux ouvriers qui, par suite d'un handicap physique, sont en incapacité de travail totale de longue durée;
11. une allocation à la veuve (au veuf) **d'un(e) handicapé(e) physique**;
12. une indemnité spéciale à accorder à certains travailleurs âgés qui ont cessé toute activité professionnelle et qui ne peuvent bénéficier ni de la prépension **conventionnelle** sectorielle, ni du complément d'ancienneté en vertu de l'arrêté royal du 13 janvier 1989, concernant l'octroi d'un complément d'ancienneté aux chômeurs âgés (*Moniteur belge du 19 janvier 1989*).

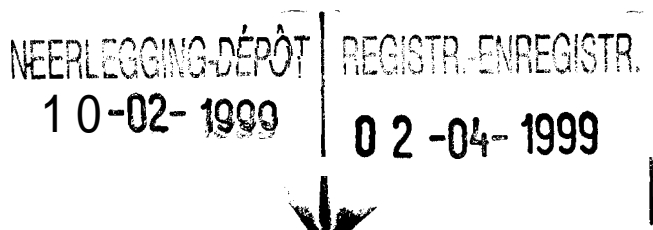
Ces avantages sociaux complémentaires sont octroyés aux ouvriers occupés dans les entreprises relevant de la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois. Par "ouvriers" sont visés les ouvriers et ouvrières.

Chapitre Ier - Prime de fidélité

Art. 2. Une prime de fidélité est octroyée aux ouvriers dans les entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois **au cours d'une période qui se situe entre le 1er juillet 1992 et le 30 juin 1997.**

Art. 3. Pour les années 1993, 1994, 1995 et 1996 la prime de fidélité est calculée sur base de 8,33% des salaires bruts à 108% non limités gagnés dans les entreprises et pendant les périodes du 1er juillet 1992 au 30 juin 1996.

Pour les années 1997 et 1998, la prime de fidélité est calculée sur base de 8,55% des salaires bruts à 108% non limités gagnés dans les entreprises pendant les périodes du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 et du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998.



50418/6/126

Art. 4. Le montant de la prime de fidélité est calculé sur les salaires bruts à 108% figurant sur les déclarations trimestrielles à l'Office national de sécurité sociale.

Le montant minimum par titre de paiement est fixé à 1.000 BEF. Si la prime de fidélité n'atteint pas 1.000 BEF, il n'est pas émis de titre de paiement.

Art. 5. Pour chaque ayant droit le Fonds établit un titre personnel. Les titres sont envoyés avant le 5 décembre de l'année pour laquelle l'avantage est dû aux employeurs chez lesquels l'ouvrier est ou a été mis au travail. Aussitôt après réception, l'employeur remet le titre à l'ayant droit.

Ces titres mentionnent les salaires bruts non limités, gagnés chez l'employeur en question.

Art. 6. La prime de fidélité est payable à partir du 10 décembre de l'année pour laquelle l'avantage est dû. Le titre reste valable pendant un an.

Art. 7. Les ayants droit qui sont membres d'une des organisations interprofessionnelles représentatives de travailleurs, fédérées sur le plan national, qui sont représentées à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois introduisent leur titre, pour paiement, auprès de leur organisation de travailleurs. Les autres ayants droit introduisent leur titre directement auprès du Fonds.

Art. 8. Les titres présentés pour paiement respectivement après le 15 décembre *de l'année qui suit l'année pour laquelle le titre est délivré*, ne sont plus valables.

Chapitre II - Avantage social aux membres d'une organisation représentative de travailleurs

Art. 9. Un avantage social est octroyé aux ouvriers occupés dans les entreprises du secteur de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois qui ont acquis le droit à la prime de fidélité comme prévu au Chapitre Ier, art. 2 et 3 de la présente convention collective de travail **et/ou** aux ouvriers liés par un contrat de travail à une entreprise du secteur de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois appelés sous les armes ou effectuant leur service comme objecteur de conscience **et/ou** aux ouvriers qui sont malades pendant une longue durée **et/ou** aux travailleurs frappés par un accident de travail et qui sont membres d'une des organisations interprofessionnelles représentatives de travailleurs, fédérées sur le plan national, qui sont représentées à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Art. 10. Les modalités d'application ainsi que le montant de cet avantage social sont fixés annuellement par le Comité paritaire de gestion du Fonds de sécurité d'existence et soumis à l'approbation de la Commission paritaire.

Chapitre III - Allocation complémentaire de chômage

Art. 11. Une allocation complémentaire de chômage est octroyée aux ouvriers dès qu'ils ont droit aux allocations de chômage en application des dispositions légales et réglementaires en matière d'assurance-chômage et dès qu'ils peuvent fournir la preuve qu'ils ont presté au moins 130 jours travaillés dans le secteur pendant les cinq dernières années.

L'ancienneté de 130 jours ne s'applique pas aux ouvriers touchés par un licenciement collectif.

La procédure d'octroi est fixée par le Comité paritaire de gestion.

Dès qu'un ouvrier prend sa prépension, il n'a plus droit à cette allocation.

Le travailleur qui, en exécution de l'arrêté royal du 13 janvier 1989 paru **au Moniteur belge** du 19 janvier 1989, bénéficie du complément d'ancienneté pour chômeurs âgés ne peut prétendre à l'allocation complémentaire, sauf pendant la première année de chômage complet.

En cas de chômage complet, l'ouvrier peut prétendre pendant deux années civiles consécutives au nombre maximum de jours indemnissables par année civile, c'est-à-dire l'année au cours de laquelle il est mis en chômage complet et l'année suivante. Si pendant la première année de chômage complet le nombre maximum de jours indemnissables n'est pas épuisé, le solde est reporté à l'année civile suivante.

Après épuisement, pendant deux années civiles consécutives, du nombre maximum de jours indemnissables, le chômeur complet peut prétendre pendant une troisième année civile au nombre maximum de jours indemnissables comme prévu à l'art. 12, à condition qu'il ait été occupé dans une entreprise ressortissant à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois pendant au moins 10 ans et que, pendant ces 10 ans, il prouve au moins 5 années de prestations effectives; cette condition doit être remplie au moment où le chômage commence.

Dans la mesure où le travailleur a droit à l'allocation principale (complète ou partielle), il peut prétendre à l'allocation complémentaire (complète ou partielle).

Art. 12. Le nombre de jours indemnissables est fixé à 130 par an, excepté dans le cas prévu à l'art. 11, 6e alinéa.

Art. 13. Le montant et les conditions d'octroi de cette allocation sont fixés par la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois par convention collective de travail rendue obligatoire par arrêté royal.

Jusqu'au 31 décembre 1995 inclus, l'allocation s'élève à 150 BEF/jour.

Du 1er janvier 1996 au 31 décembre 1997 inclus, l'allocation s'élève à 160 BEF/jour.

A partir du 1er janvier 1998 l'allocation s'élève à 166 BEF/jour.

Art. 14. Pour obtenir le paiement de l'allocation complémentaire de chômage :

- les ayants droit qui sont membres d'une organisation de travailleurs visée à l'article 7 s'adressent à leur organisation de travailleurs qui a payé les allocations principales de chômage
- les autres ayants droit introduisent directement auprès du Fonds un dossier prévu à cet effet par le Fonds et une attestation de la caisse de chômage.

Chapitre IV - Allocation complémentaire pour les journées assimilées pour chômage économique ou technique, maladie et congé pour raisons impérieuses

Art. 15. Une allocation complémentaire pour les journées assimilées pour chômage économique ou technique, maladie et congé pour raisons impérieuses est payée aux ouvriers occupés dans les entreprises relevant de la compétence de la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Art. 16. Les modalités d'application ainsi que le montant de cette allocation complémentaire sont fixés annuellement par le Comité paritaire de gestion du Fonds de sécurité d'existence et soumis à l'approbation de la Commission paritaire.

Chapitre V - Indemnité spéciale aux ouvriers en cas de licenciement collectif

Art. 17. §1. L'allocation complémentaire de chômage à charge du Fonds est octroyée comme suit aux ouvriers qui ont droit à l'indemnité due en cas de licenciement collectif, visée par la convention collective de travail conclue le 8 mai 1973 au sein du Conseil national du travail relative au licenciement collectif, rendue obligatoire par arrêté royal du 6 août 1973 : la moitié de la différence entre le salaire net de référence et les allocations normales de

chômage est couverte en cas de **licenciement** collectif par l'allocation complémentaire de chômage octroyée par le Fonds.

A partir du 1er janvier 1997, la définition de "licenciement collectif reprise à la Cct (CNT) précitée du 8 mai 1973 est, pour l'application de ce chapitre, étendue aux licenciements pour motif économique touchant au cours d'une période ininterrompue de 120 jours un nombre de travailleurs, tel que défini par la Cc précitée.

Lorsque la moitié de la différence n'est pas couverte par ladite allocation, le Fonds paie aux ouvriers le montant dû sur base des documents justificatifs requis.

§2. L'allocation complémentaire de chômage à charge du Fonds est également octroyée aux ouvriers occupés dans des entreprises occupant moins de 20 travailleurs, à condition que :

- au moins 6 travailleurs soient licenciés pendant la période visée par la convention collective de travail du 8 mai 1973, si l'entreprise occupe de 12 à 20 travailleurs;
- au moins la moitié des travailleurs soit licenciée pendant la période visée par la convention collective de travail du 8 mai 1973, si l'entreprise occupe moins de 12 travailleurs.

Pour autant que les ouvriers justifient leur droit à "l'indemnité due en cas de licenciement collectif" et qu'ils demeurent en chômage pendant une période de quatre mois prenant cours le lendemain du jour de la cessation du contrat de travail, ou éventuellement, le lendemain du jour où a pris fin la période couverte par une indemnité de rupture, le Fonds continue à verser l'allocation complémentaire de chômage jusqu'à la fin de la période **susvisée**.

Ceci n'enlève pas à l'intéressé le droit aux allocations complémentaires de chômage pour la période annuelle prévue en cas de chômage ne se rapportant pas à un licenciement collectif.

Art. 18. Les ayants droit introduisent la demande d'octroi de l'indemnité visée auprès du Fonds à l'aide d'un formulaire destiné à cet effet.

Art. 19. Les dispositions des articles 17 et 18 sont uniquement applicables aux ouvriers qui sont victimes de licenciement collectif et bénéficient des allocations de chômage.

Art. 20. Le dernier employeur reste néanmoins redevable de l'indemnité pour une période de quatre mois comme prévu à l'arrêté royal du 6 août 1973 dans les cas suivants :

- a. les ouvriers en chômage qui sont exclus du bénéfice des allocations de chômage pour une cause indépendante de leur volonté;
- b. les ouvriers occupant un nouvel emploi leur donnant une rémunération inférieure à celle dont ils bénéficiaient antérieurement;
- c. les ouvriers en formation professionnelle, organisée ou agréée par l'Onem et touchant une indemnité inférieure au salaire qu'ils gagnaient antérieurement.

Pour ces cas, l'**indemnité** est égale :

cas a : à la moitié de la différence entre la rémunération nette et les allocations de chômage auxquelles l'ouvrier aurait pu prétendre;

cas b et c : à la moitié de la différence entre la rémunération nette de référence et le total des ressources nettes obtenues en raison du nouvel emploi ou de la formation professionnelle.

Chapitre VI - Indemnité complémentaire aux victimes d'un accident de travail

Art. 21. Une indemnité complémentaire est octroyée aux ouvriers victimes d'un accident de travail survenu au cours du travail ou sur le chemin du travail.

Art. 22. L'indemnité complémentaire visée à l'article 21 est octroyée à partir du **trente-et-unième** jour civil.

Seuls les jours d'activité normale donnent lieu au paiement de l'indemnité complémentaire.

Art. 23. L'indemnité est calculée par le Fonds, après la reprise du travail ou après épuisement du nombre total de jours prévus par le Fonds en cas de période d'incapacité de travail ininterrompue.

Art. 24. Le nombre de jours indemnifiables est fixé à 200 jours par accident de travail même si la date de l'accident de travail se situe avant le 1er janvier 1991 mais que la période d'incapacité totale de travail se poursuit après cette date.

Art. 25. Le montant et les conditions d'octroi de cette indemnité sont fixés par la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois par convention collective de travail rendue obligatoire par arrêté royal.

Depuis 1989 le montant est fixé à 140 BEF/jour, majoré de l'avantage social prévu à l'art. 10. *A partir du 1er janvier 1998, le montant est fixé à 144 BEF/jour majoré de l'avantage social prévu à l'art. 10.*

Art. 26. Les ayants droit introduisent la demande d'octroi de l'indemnité complémentaire visée auprès du Fonds à l'aide d'un formulaire destiné à cet effet.

Les ayants droit qui sont membres d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7 introduisent leur demande à l'intervention de leur organisation de travailleurs.

Les autres ayants droit introduisent leur demande directement auprès du Fonds.

Art. 27. Pour les ayants droit ayant introduit la demande à l'intervention d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7, la liquidation s'effectue à l'intervention de leur organisation de travailleurs; pour les autres, la liquidation s'effectue directement par le Fonds.

Art. 28. En cas d'accident mortel survenu au cours du travail **ousur** le chemin du travail, une indemnité forfaitaire de 150.000 BEF, majorée d'une indemnité forfaitaire de 20.000 BEF par enfant bénéficiaire d'allocations familiales, est liquidée aux ayants droit de la victime.

Aux victimes d'un accident de travail entraînant une incapacité de travail permanente de 66% et plus, une indemnité unique de 20.000 BEF, majorée de 15.000 BEF par enfant bénéficiaire d'allocations familiales, est octroyée.

Chapitre VII - Indemnité complémentaire en cas de maladie de longue durée

Art. 29. Une indemnité complémentaire est octroyée aux ouvriers qui sont malades pendant une longue durée et qui sont liés par un contrat de travail à un employeur du secteur de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois, pour autant qu'ils puissent prouver au moins 130 jours rémunérés dans le secteur au cours des cinq dernières années.

Pour bénéficier de cette indemnité, il faut que la maladie ait entraîné une incapacité de travail donnant droit aux allocations en matière d'assurance maladie-invalidité. Le repos d'accouchement est exclu de cet avantage.

Art. 30. L'indemnité complémentaire visée à l'article 29 est octroyée à partir du **trente-et-unième** jour civil.

Art. 31. L'indemnité est calculée par le Fonds, après la reprise du travail ou après épuisement du nombre total de jours prévus par le Fonds en cas de période d'incapacité de travail ininterrompue.

Art. 32. Le nombre de jours indemnisables est fixé à 400 jours maximum, moins les trente premiers jours civils.

Art. 33. Le montant et les conditions d'octroi de cette indemnité sont fixés par la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois par convention collective de travail rendue obligatoire par arrêté royal.

Du 1er janvier 1991 au 31 décembre 1997 inclus, l'indemnité s'élève à :

I. jusqu'au 150^e jour civil : 160 BEF/jour, majoré de l'avantage social prévu à l'art. 10 et de l'allocation complémentaire prévue à l'art. 16;

II. du 151^e au 400^e jour civil : 190 BEF/jour, majoré de l'avantage social prévu à l'art. 10 et de l'allocation complémentaire prévue à l'art. 16.

A partir du 1er janvier 1998, l'indemnité s'élève à

I. jusqu'au 150^e jour civil : 166 BEF/jour, majoré de l'avantage social prévu à l'art. 10 et de l'allocation complémentaire prévue à l'art. 16;

II. du 151^e au 400^e jour civil : 196 BEF/jour, majoré de l'avantage social prévu à l'art. 10 et de l'allocation complémentaire prévue à l'art. 16.

Art. 34. Les ayants droit qui ont eu une incapacité de travail de plus de trente jours civils pour cause de maladie et qui ont été, de ce fait, indemnisés par la mutualité introduisent la demande d'octroi de l'indemnité complémentaire visée auprès du Fonds à l'aide d'un formulaire destiné à cet effet.

Les ayants droit qui sont membres d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7 introduisent leur demande à l'intervention de leur organisation de travailleurs. Les autres ayants droit introduisent leur demande directement auprès du Fonds.

Art. 35. Pour les ayants droit ayant introduit la demande à l'intervention d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7, la liquidation s'effectue à l'intervention de leur organisation de travailleurs; pour les autres, la liquidation s'effectue directement par le Fonds.

Chapitre VIII - Allocation aux ouvriers pensionnés (d'application avant le 1er juillet 1997)

Art. 36. Une allocation est octroyée aux ouvriers pensionnés qui, au cours de leur carrière professionnelle, ont été occupés dans une entreprise ressortissant à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Les pensionnés qui bénéficient de l'allocation en application de la convention collective de travail du 19 avril 1983 (date d'échéance, le 1er janvier 1987) fixant le montant et les modalités d'octroi et de liquidation des avantages sociaux complémentaires, modifiée par la convention collective de travail du 10 juin 1987, respectivement rendue obligatoire par les arrêtés royaux des 20 octobre 1983 et 25 avril 1988, publiés au *Moniteur belge* du 15 décembre 1983 et du 25 juin 1988, et les travailleurs qui ont pris leur pension de retraite avant le 1er janvier 1988 conservent le bénéfice de l'allocation tel que prévu dans la convention collective de travail précitée.

Les cas particuliers découlant des modifications de la convention collective de travail peuvent être soumis au Comité paritaire de gestion.

Art. 37. Peuvent prétendre à cette allocation, les ouvriers qui ont atteint l'âge d'au moins 60 ans et qui bénéficient de la pension de retraite accordée conformément aux dispositions légales relatives à la pension de retraite et de survie des travailleurs telles qu'elles sont en vigueur à partir du 1er janvier 1991.

Art. 38. L'allocation est fixée comme suit :

§1. Pour une occupation de 5 ans ou plus dans une entreprise de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois, mais de moins de 10 ans, et à condition que le dernier employeur soit un employeur du secteur de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois, une allocation est payée conformément au barème ci-dessous :

5 années complètes : 5.000 BEF
6 années complètes : 7.000 BEF
7 années complètes : 9.000 BEF
8 années complètes : 11.000 BEF
9 années complètes : 13.000 BEF.

§2. Une occupation dans une entreprise de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois de 10 années complètes et plus mais de moins de 21 années complètes qui doivent se situer au cours des 25 dernières années précédant la pension (prépension) et au plus tôt à l'âge prévu dans la convention collective concernant la prépension sectorielle donne droit à une allocation de 20.000 BEF.

§3. En cas d'occupation dans une entreprise de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois pendant plus de 20 années complètes, l'allocation est accordée conformément au barème ci-dessous :

21 années complètes : 21.000 BEF
22 années complètes : 22.000 BEF
23 années complètes : 23.000 BEF
24 années complètes : 24.000 BEF
25 années complètes : 25.000 BEF.

Le montant maximum est fixé à 25.000 BEF.

L'occupation visée doit se situer au cours des 30 dernières années précédant la pension (prépension) et au plus tôt à l'âge prévu dans la convention collective de travail concernant la prépension sectorielle.

§4. En cas d'occupation dans le secteur pendant moins de 5 années complètes, aucune allocation n'est payée.

§5. Aucune allocation n'est octroyée pour les périodes d'assimilation en dehors du contrat de travail (par exemple prépension, chômage complet, etc.).

Art. 39. Les ayants droit qui reçoivent déjà une même allocation payée par un autre Fonds de sécurité d'existence que celui de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois reçoivent au maximum l'allocation visée à l'article 38 diminuée de l'allocation qu'ils ont ainsi déjà touchée.

Art. 40. Les ayants droit introduisent la demande d'octroi de l'allocation visée auprès du Fonds à l'aide d'un formulaire destiné à cet effet.

Les ayants droit qui sont membres d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7 introduisent leur demande à l'intervention de leur organisation de travailleurs.

Les autres ayants droit introduisent leur demande directement auprès du Fonds.

Art. 4L La liquidation de l'allocation s'effectue par le Fonds. Pour l'année de pension, l'allocation est payée à raison de 1/12 du montant annuel total par mois de pension.

Les modalités de liquidation sont fixées par le Comité paritaire de gestion.

Pour les ayants droit qui ont introduit leur demande à l'intervention d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7, la liquidation s'effectue à l'**intervention** de leur organisation de travailleurs; pour les autres, la liquidation s'effectue directement par le Fonds.

Art. 42. Les ayants droit qui ont obtenu une première fois l'allocation ne doivent plus introduire de nouvelle demande les années suivantes. Dans le courant du mois de janvier, le Fonds de sécurité d'existence envoie à ceux qui ont déjà obtenu cette allocation, un formulaire "**renouvellement**".

Selon le cas, l'ayant droit transmet le formulaire "renouvellement" signé à l'organisation de travailleurs ou directement au Fonds.

Si, à la réception du formulaire "renouvellement", l'ayant droit est décédé, la veuve (le veuf) ou l'héritier (les héritiers) doit (doivent) joindre au formulaire un extrait de l'acte de décès.

Si l'ayant droit pensionné est décédé avant le 1er janvier, le droit à l'allocation échoit.

Chapitre VIII - Allocation aux ouvriers pensionnés (date d'application : 1er juillet 1997)

Art. 43. Une allocation est octroyée aux ouvriers pensionnés qui, au cours de leur carrière professionnelle, ont été occupés dans une entreprise ressortissant à la Commission paritaire de l'**ameublement** et de l'**industrie** transformatrice du bois.

Art. 44. § 1. 1° Pour ouvrir le droit à cette allocation, les ouvriers doivent satisfaire simultanément aux conditions suivantes :

- leur dernier employeur relève de la compétence de la Commission paritaire 126.
- être âgés d'**au moins 60 ans**.
- bénéficiers de la pension de retraite conformément aux dispositions légales relatives à la pension de retraite et de survie des travailleurs.
- prouver au moins 10 années complètes d'occupation dans le statut d'ouvrier dans une entreprise du secteur de l'**ameublement** et de l'**industrie** transformatrice du bois au cours de la période de 30 ans précédant l'**âge** de la pension de retraite.

Par occupation on entend les journées effectivement prestées et les journées assimilées.

2° Par dérogation à ce qui précède, les employés peuvent aussi ouvrir le droit à l'**allocation** à condition :

1. qu'ils remplissent toutes les conditions posées sous § 1, 1°
2. qu'**au cours de la période de 10 ans** précédant leur mise à la retraite ils obtiennent le statut d'**employé** chez l'**employeur** chez qui ils avaient précédemment le statut d'**ouvrier**.

§ 2. Lorsque le droit est ouvert, la carrière à prendre en considération pour la fixation du montant annuel est déterminée.

La carrière du travailleur à prendre en considération est égale à la somme de toutes les années complètes de travail auprès d'un employeur (des employeurs) qui ressort (ressortissent) à la compétence de la Commission Paritaire du Bois et de l'Ameublement.

Les années complètes sont calculées de date à date.

Pour les années incomplètes, la formule suivante est appliquée : $\frac{x}{220}$ où x est égal à la somme de tous les jours rémunérés et assimilés dans la semaine de 5 jours.

Le quotient sera le cas échéant, arrondi comme suit :
0,5 ou plus = 1
moins de 0,5 = 0

§ 3. Pour l'application des § 1 et § 2 sont pris en considération comme jours "assimilés", les jours de suspension du contrat de travail tels que mentionnés aux art. 16, 17, 18 et 19 de l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités d'exécution des lois sur les vacances annuelles des travailleurs salariés. Les périodes en dehors du contrat de travail ne sont pas assimilées.

Art. 45. L'allocation

§ 1. Le montant de l'allocation est fixé à l'aide de la carrière professionnelle prouvée comme ouvrier dans le secteur

<i>Carrière professionnelle prouvée comme ouvrier</i>	<i>Montant de l'allocation</i>
<i>moins de 10 ans</i>	<i>-</i>
<i>10 ans ou plus, mais moins de 15 ans</i>	<i>10.000 BEF</i>
<i>15 ans ou plus, mais moins de 20 ans</i>	<i>15.000 BEF</i>
<i>20 ans</i>	<i>20.000 BEF</i>
<i>21 ans</i>	<i>21.000 BEF</i>
<i>22 ans</i>	<i>22.000 BEF</i>
<i>23 ans</i>	<i>23.000 BEF</i>
<i>24 ans</i>	<i>24.000 BEF</i>
<i>25 ans et plus</i>	<i>25.000 BEF</i>

§ 2. Pour la notion "année complète", il est fait référence à ce qui est stipulé à l'art. 44 § 2.

§ 3. L'allocation est liquidée pour la première fois à la fin du mois de juin de l'année suivant l'année au cours de laquelle la pension de retraite a débuté.

La première liquidation est proratisée à raison de 1/12 par mois de pension de l'année précédente.

§ 4. L'allocation telle que prévue à l'art. 45 § 1 est liquidée les années suivantes à la fin du mois de juin et ce jusqu'à ce que 15 allocations complètes aient été liquidées.

§ 5. L'allocation n'est due qu'aux ouvriers qui sont en vie le 30 juin de chaque année où l'allocation est liquidée.

Art. 46. Demande

§ 1. Les ayants droit introduisent la demande d'octroi de l'allocation visée à l'aide d'un formulaire destiné à cet effet.

Les ayants droit qui sont membres d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7 introduisent leur demande à l'intervention de leur organisation de travailleurs.

Les autres ayants droit introduisent leur demande directement auprès du Fonds.

§ 2. Renouvellement

Les ayants droit qui ont obtenu une première fois l'**allocation** ne doivent plus introduire de nouvelle demande les années suivantes. Dans le courant du premier trimestre ils reçoivent du Fonds de sécurité d'existence un formulaire "renouvellement" qu'ils renvoient à leur organisation de travailleurs ou directement au Fonds de sécurité d'existence.

Une attestation "vie" doit être jointe.

Le Comité paritaire de gestion peut toutefois décider de passer à un système automatisé de renouvellement.

Art. 47. Liquidation

§ 1. Pour les ayants droit qui ont introduit leur demande à l'intervention d'une des organisations de travailleurs visées à l'**article 7**, la liquidation s'effectue à l'intervention de leur organisation de travailleurs, pour les autres, la liquidation s'effectue directement par le Fonds.

§ 2. Les héritiers qui peuvent prétendre à la liquidation de l'**allocation** comprise dans le patrimoine de l'**ouvrier** décédé doivent joindre, à titre de preuve, les attestations suivantes au formulaire "demande de renouvellement" :

- un extrait de l'**acte de décès**
- la preuve de leur qualité d'héritier ou de mandataire des héritiers.

Art. 48. Cumul

§ 1. Les ayants droit qui reçoivent déjà une même **allocation** liquidée par un autre Fonds de sécurité d'existence que celui de l'**ameublement** et de l'industrie transformatrice du bois reçoivent au maximum l'**allocation** visée à l'**article 45**, diminuée de l'**allocation** qu'ils ont ainsi déjà touchée.

§ 2. Depuis le 1^{er} janvier 1990 il y a un accord entre le Fonds de sécurité d'existence de la construction et le Fonds de sécurité d'existence de l'**ameublement** et de l'industrie transformatrice du bois pour les ouvriers qui ont été occupés tour à tour par des employeurs relevant de la Commission paritaire de l'**ameublement** et de l'**industrie** transformatrice du bois ou de la Commission paritaire de la construction.

Art. 49. Date d'application

§ 1. L'**allocation** telle que décrite dans ce chapitre est octroyée aux ayants droit dont la pension de retraite légale a débuté à partir du 1^{er} juillet 1997.

§ 2. Aux pensionnés qui bénéficient de l'**allocation** en application de la convention collective de travail du 15 novembre 1995 et aux ouvriers qui ont pris leur pension de retraite avant le 1^{er} juillet 1997, le régime de transition ci-après est d'application :

- les pensionnés dont le droit à l'**allocation** a été ouvert avant 1985 reçoivent exceptionnellement en 1998 une dernière fois le montant auquel ils pouvaient prétendre en application de la convention collective de travail du 15 novembre 1995.
- les pensionnés dont le droit à l'**allocation** a été ouvert au cours de la période allant du 1^{er} janvier 1985 au 30 juin 1997 reçoivent annuellement le montant auquel ils pouvaient prétendre en application de la convention collective de travail du 15 novembre 1995, ce jusqu'à ce qu'ils aient perçu ainsi 15 fois l'**allocation** annuelle.

Ensuite, leur droit individuel à l'**allocation** échoit.

Pour le reste, toutes les dispositions de la convention collective de travail du 15 novembre 1995 restent entièrement d'application à ces pensionnés.

Chapitre IX - Allocation à la veuve (au veuf) d'un(e) ouvrier(ère) pensionné(c) (d'application avant le 1^{er} juillet 1997)

Art. 50. Une **allocation** est octroyée à la veuve (au veuf) d'un(e) ouvrier(ère) pensionné(e) qui a été occupé(e) pendant sa carrière professionnelle dans une entreprise ressortissant à la Commission paritaire de l'**ameublement** et de l'industrie transformatrice du bois.

Est considéré(e) comme veuve (veuf) l'ayant droit selon les critères des dispositions légales relatives à la pension de retraite et de survie des ouvriers.

L'allocation visée est accordée pour la première fois dans l'année qui suit celle au cours de laquelle le (la) pensionné(e) est **décédé(e)**.

Art. 51. Pour que la veuve (le veuf) puisse bénéficier de l'allocation prévue à l'article 50, il faut que le (la) pensionné(e) ait eu droit avant le décès à l'allocation aux pensionnés.

Art. 52. La veuve (le veuf) peut également prétendre à l'allocation :

- si le (la) **pensionné(e)** décédé(e) pouvait prétendre à l'allocation pour les pensionnés, mais n'a pas introduit cette première demande;
- en cas de décès de l'ayant droit entre 55 ans et 60 ans (femmes) et 60 et 65 ans (hommes), mais au plus tôt au moment où le (la) décédé(e) aurait atteint l'âge normal de la retraite (60 ans pour les femmes et 65 pour les hommes).

Art. 53. Le montant et les conditions d'octroi de cette allocation sont fixés par la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois par convention collective de travail rendue obligatoire par arrêté royal. Le montant est fixé à 60% de l'allocation octroyée aux pensionnés.

Art. 54. Les ayants droit introduisent la demande d'octroi de l'allocation visée auprès du Fonds à l'aide d'un formulaire destiné à cet effet.

Si le (la) **défunt(e)** était membre d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7, la demande est introduite à l'intervention de son organisation de travailleurs.

Les autres ayants droit introduisent leur demande directement auprès du Fonds.

Art. 55. La liquidation de l'allocation s'effectue par le Fonds. Les modalités de liquidation sont fixées par le Comité paritaire de gestion.

Lorsque la demande a été introduite à l'intervention d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7, la liquidation s'effectue à l'intervention de cette organisation de travailleurs; pour les autres, la liquidation s'effectue directement par le Fonds.

Art. 56. Les ayants droit qui ont obtenu une première fois l'allocation ne doivent plus introduire de nouvelle demande les années suivantes.

Dans le courant du mois de mai, le Fonds de sécurité d'existence envoie à ceux qui ont déjà obtenu cette allocation, un formulaire "renouvellement".

Selon le cas, l'ayant droit transmet le formulaire "**renouvellement**" **signé** à l'organisation de travailleurs ou directement au Fonds.

Lorsque, à la réception du formulaire "renouvellement", la (le) veuve (veuf) ayant droit est décédé(e), l'héritier (les héritiers) doi(ven)t joindre au formulaire un extrait de l'acte de décès.

Si l'ayant droit veuve (veuf) est décédé(e) avant le 1^{er} janvier, le droit à l'allocation échoit.

Chapitre **IX**- Allocation à la veuve (au veuf) **d'un(e) ouvrier(ère) pensionné(e)** (date d'application : le 1er juillet 1997)

Art. 57. § 1. Une allocation est octroyée à la veuve (au veuf) **d'un(e) ouvrier(ère) pensionné(e)**. Ce pensionné doit, au moment de son décès, avoir droit à l'**allocation** en application de l'**art. 44 §1**.

L'**allocation** s'élève à 30.000 BEF et est liée à la personne de la veuve (du veuf) de l'**ouvrier(ère) pensionné(e)**.

§ 2. En outre, la veuve (le veuf) d'un(e) pensionné(e), décédé(e) au cours de l'année (année de référence) qui précède l'**année** de paiement, a droit à l'**allocation** suivante : $X/12$ du montant total que le (la) pensionné(e) aurait pu percevoir s'il (elle) était encore en vie à la date de paiement de l'**allocation** aux **pensionné(e)s**.

X correspond au nombre de mois complets que le (la) pensionné(e) a encore vécu au cours de l'**année** de référence.

§ 3. A défaut de veuve (veuf), le droit à l'**allocation** échoit.

Art. 58. § 1. L'**allocation** telle que visée dans ce chapitre et octroyée à la veuve (au veuf) dont l'époux (épouse) est décédé(e) après le **30 juin 1997**.

§ 2. L'**allocation** visée à l'**article 57** est unique et est liquidée au cours du trimestre suivant la date à laquelle le décès a été signalé au Fonds, comme le prévoit l'**article 60**.

§ 3. L'**allocation** est liée à la **personne** de la veuve (du veuf) de l'**ouvrier(ère) pensionné(e)**. Le droit à l'**allocation** échoit si la veuve (le veuf) bénéficiaire meurt avant la date de liquidation prévue.

Art. 59. § 1. A l'**égard** de la veuve (du veuf) qui bénéficiait d'une allocation en application de la convention collective de travail du 15 novembre 1995, le régime de transition ci-après est d'application :

- en 1998 : liquidation de 60% du montant acquis par leur époux (épouse) décédé(e) (= même montant que celui dû en 1997).
- en 1999 : liquidation de 40% du montant acquis par leur époux (épouse) décédé(e) (= même montant que celui dû en 1997).
- en 2000 : liquidation de 20% du montant acquis par leur époux (épouse) décédé(e) (= même montant que celui dû en 1997).

En 2001, le droit échoit entièrement pour les ayants droit.

§ 2. L'**allocation** est liée à la personne de la veuve (du veuf) de l'**ouvrier(ère) pensionné(e)**. Le droit à l'**allocation** échoit si la veuve (le veuf) bénéficiaire meurt avant la date de liquidation prévue.

Art. 60. L'**ayant** droit introduit une demande auprès du Fonds de sécurité d'existence à l'**aide** d'un formulaire destiné à cet effet.

Si le (la) pensionné(e) décédé(e) était **affilié(e)** à une des organisations de travailleurs visées à l'**article 7**, la demande est introduite à l'**intervention** de son organisation de travailleurs; les autres introduisent leur demande directement auprès du Fonds de sécurité d'existence.

Art. 61. L'**allocation** est liquidée

- soit par l'**organisation** de travailleurs qui a introduit la demande
- soit directement à la veuve (au veuf) concerné(e) qui a introduit la demande.

Art. 62. Les ayants droit visés à l'article 59 § 1 suivent pendant la période de transition, pour l'obtention de l'allocation, la même procédure que celle prévue pour les pensionnés à l'article 39 § 2.

Chapitre X - Allocation aux ouvriers qui, par suite d'un handicap physique, sont en incapacité de travail totale de longue durée

Art. 63. Une allocation est octroyée aux ouvriers des entreprises qui relèvent de la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois qui, par suite d'un handicap physique, sont en incapacité de travail totale de longue durée.

Art. 64. Peuvent prétendre à cette allocation, les ouvriers qui remplissent les conditions suivantes :

1. fournir la preuve d'une incapacité de travail d'au moins 66%, indépendamment de leur âge, au moyen d'une attestation du médecin contrôleur de la mutualité ou de la compagnie d'assurances,

ou

pour les chômeurs de 60 ans (hommes) et 55 ans (femmes) et plus, fournir la preuve de l'incapacité de travail dans le secteur par un médecin agréé par le Fonds.

Les ouvriers chômeurs qui bénéficient du complément d'ancienneté prévu à l'arrête royal du 13 janvier 1989 ne peuvent pas prétendre à l'allocation aux handicapés physiques.

2. fournir la preuve que leur dernier employeur relevait de la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

3. fournir la preuve que, pendant les dix dernières années qui précèdent la cessation du travail ou depuis la fin des études, ils n'ont été occupés que dans une ou plusieurs entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Tous les cas de suspension légale et de rupture du contrat de travail sont assimilés à de l'occupation pour l'application du présent article, pour autant que ces années d'inactivité ne dépassent pas les années d'activité, c'est-à-dire que les personnes visées doivent prouver au moins 5 ans d'activité effective et que les autres 5 ans peuvent être des années d'inactivité dans le secteur.

Exception est faite pour les handicapés physiques qui ne peuvent justifier complètement les 10 dernières années; au cours des 25 années qui précèdent la cessation du travail, ils doivent avoir été occupés pendant 15 ans dans le secteur, dont au moins 7,5 ans d'activité effective; les autres 7,5 ans peuvent être des années d'inactivité dans le secteur.

4. avoir épuisé leurs droits aux allocations complémentaires, soit de chômage, soit de maladie ou d'accident de travail accordées par le Fonds de sécurité d'existence de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Art. 65. Dès le moment où le travailleur prend sa prépension, il n'a plus droit à cette allocation.

Art. 66. Le montant et les conditions d'octroi de cette allocation sont fixés par la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois par convention collective de travail rendue obligatoire par arrêté royal. Le montant est fixé à 20.000 BEF/an.

Art. 67. Les ayants droit introduisent la demande d'octroi de l'allocation visée auprès du Fonds à l'aide d'un formulaire destiné à cet effet au cours de l'exercice suivant l'exercice au cours duquel les ayants droit ont épuisé leurs droits aux allocations complémentaires accordées par le Fonds de sécurité d'existence.

Les ayants droit qui sont membres d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7 introduisent leur demande à l'**intervention** de leur organisation de travailleurs.

Les autres ayants droit introduisent leur demande directement auprès du Fonds.

A l'appui de leur demande, les ayants droit doivent fournir la preuve qu'ils ont, depuis le début de la cessation du travail, bénéficié d'une façon ininterrompue des allocations de chômage, des indemnités pour maladie, accident de travail ou du Fonds des maladies professionnelles.

Art. 68. La liquidation de l'allocation s'effectue par le Fonds à raison de 1/12 du montant annuel total par mois d'incapacité effective.

Les modalités de liquidation sont fixées par le Comité paritaire de gestion.

Pour les ayants droit qui ont introduit leur demande à l'intervention d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7, la liquidation s'effectue à l'intervention de leur organisation de travailleurs; pour les autres, la liquidation s'effectue directement par le Fonds.

Art. 69. Les ayants droit qui ont obtenu une première fois l'allocation ne doivent plus introduire de nouvelle demande les années suivantes.

Dans le courant du mois de décembre, le Fonds de sécurité d'existence envoie à ceux qui ont déjà obtenu cette allocation, un formulaire "renouvellement".

Ce formulaire de renouvellement, attestant la continuité de l'**incapacité** de travail (mutualité, compagnie d'assurances ou Fonds des maladies professionnelles), dûment rempli et signé, doit être retourné au Fonds directement ou par l'organisation de travailleurs.

Si, à la réception du formulaire "renouvellement", l'ayant droit est décédé, la veuve (le veuf) ou l'héritier (les héritiers) doit (doivent) joindre au formulaire un extrait de l'acte de décès.

Si l'ayant droit handicapé est décédé avant le 1er janvier, le droit à l'allocation échoit.

Art. 70. Cette allocation est octroyée jusqu'à l'âge de la retraite.

Chapitre XI - Allocation à la veuve (au veuf) d'un(e) handicapé(e) physique (d'application avant le 1er juillet 1997)

Art. 71. Une allocation est octroyée à la veuve (au veuf) d'un(e) handicapé(e) physique des entreprises relevant de la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Est considéré(e) comme veuve (veuf) l'ayant droit selon les critères des dispositions légales relatives à la pension de retraite et de survie des ouvriers.

L'allocation visée est accordée pour la première fois dans l'année qui suit celle au cours de laquelle le (la) **handicapé(e)** physique est décédé(e).

Art. 72. Pour que la veuve (le veuf) puisse bénéficier de l'allocation prévue à l'article 71, il faut que le (la) **handicapé(e)** physique ait eu droit avant le décès à l'**allocation** pour handicapés physiques.

Art. 73. La veuve (le veuf) peut également prétendre à l'allocation, si le (la) **handicapé(e)** physique décédé(e) pouvait prétendre à l'allocation pour les handicapés physiques, mais n'a pas introduit cette première demande.

Art. 74. Le montant et les conditions d'octroi de cette allocation sont **fixés** par la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois par convention collective de travail rendue obligatoire par arrêté royal.
Le montant est fixé à 12.000 BEF/an.

Art. 75. Les ayants droit introduisent la demande d'octroi de l'allocation visée auprès du Fonds à l'aide d'un formulaire destiné à cet effet.

Si le (la) **défunt(e)** était membre d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7, la demande est introduite à l'**intervention** de son organisation de travailleurs.

Les autres ayants droit introduisent leur demande directement auprès du Fonds.

Art. 76. La liquidation de l'allocation s'effectue par le Fonds. Les modalités de **liquidation** sont fixées par le Comité paritaire de gestion.

Lorsque la demande a été introduite à l'**intervention** d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7, la liquidation s'effectue à l'intervention de cette organisation de travailleurs; pour les autres, la liquidation s'effectue directement par le Fonds.

Art. 77. Les ayants droit qui ont obtenu une première fois l'allocation ne doivent plus introduire de nouvelle demande les années suivantes.

Dans le courant du mois de mai, le Fonds de sécurité d'existence envoie à ceux qui ont déjà obtenu cette allocation, un formulaire "**renouvellement**".

Selon le cas, l'ayant droit transmet le formulaire "renouvellement" signé à l'organisation de travailleurs ou directement au Fonds.

Lorsque, à la réception du formulaire "renouvellement", la (le) veuve (veuf) ayant droit est décédé(e), l'héritier (les héritiers) doi(ven)t joindre au formulaire un extrait de l'acte de décès.

Si l'ayant droit veuve (veuf) est décédé(e) avant le 1^{er} janvier, le droit à l'allocation échoit.

Chapitre XI - Allocation à la veuve (au veuf) d'un(e) handicapé(e) physique (date d'application : 1er juillet 1997)

Art. 78. Une allocation est octroyée à la veuve (au veuf) d'un(e) handicapé(e) physique. Ce (cette) **handicapé(e) physique** doit, au moment de son décès, avoir droit à l'**allocation** en application de l'**art. 64**.

Est considéré(e) comme **veuve(veuf)** l'ayant droit selon les critères des dispositions légales relatives à la pension de retraite et de survie des ouvriers.

Art. 79. L'**allocation** s'élève à **20.000 BEF** et est liée à la personne du (de la) **handicapé(e) physique**. A défaut de veuve (veuf), le droit à l'**allocation** échoit.

Art. 80. § 1. *L'allocation* telle que visée dans ce chapitre est octroyée à la veuve (au veuf) dont l'époux (épouse) est décédé(e) après le 30 juin 1997.

§ 2. *L'allocation* visée à l'article 79 est unique et est liquidée au cours du trimestre suivant la date à laquelle le décès a été signalé au Fonds de sécurité d'existence, comme le prévoit l'article 60.

§ 3. *L'allocation* est liée à la personne de la veuve (du veuf) de l'ouvrier(ère) pensionné(e). Le droit à l'allocation échoit si la veuve (le veuf) bénéficiaire meurt avant la date de liquidation prévue.

Art. 81. § 1. *L'égard* de la veuve (du veuf) qui bénéficiait d'une allocation en application de la convention collective de travail du 15 novembre 1995, le régime de transition ci-après est d'application :

- en 1998 : liquidation de 60% du montant acquis par leur époux (épouse) décédé(e) (= même montant que celui dû en 1997).
- en 1999 : liquidation de 40% du montant acquis par leur époux (épouse) décédé(e) (= même montant que celui dû en 1997).
- en 2000 : liquidation de 20% du montant acquis par leur époux (épouse) décédé(e) (= même montant que celui dû en 1997).

En 2001, le droit échoit entièrement pour les ayants droit.

§ 2. *L'allocation* est liée à la personne de la veuve (du veuf) de l'ouvrier(ère) pensionné(e). Le droit à l'allocation échoit si la veuve (le veuf) bénéficiaire meurt avant la date de liquidation prévue.

Art. 82. L'ayant droit introduit une demande auprès du Fonds de sécurité d'existence à l'aide d'un formulaire destiné à cet effet.

Si le (la) pensionné(e) décédé(e) était affilié(e) à une des organisations de travailleurs visées à l'article 7, la demande est introduite à l'intervention de son organisation de travailleurs; les autres introduisent leur demande directement auprès du Fonds de sécurité d'existence.

Art. 83. *L'allocation* est liquidée

- soit par l'organisation de travailleurs qui a introduit la demande
- soit directement à la veuve (au veuf) concerné qui a introduit la demande.

Art. 84. Les ayants droit visés à l'article 81 § 2 suivent pendant la période de transition, pour l'obtention de l'allocation, la même procédure que celle prévue pour les pensionnés à l'article 46 § 2.

Chapitre XII - Indemnité spéciale à accorder à certains travailleurs âgés qui ont cessé toute activité professionnelle et qui ne peuvent bénéficier ni de la prépension conventionnelle sectorielle ni du complément d'ancienneté pour chômeurs âgés en vertu de l'arrêté royal du 13 janvier 1989

Art. 85. L'indemnité spéciale est octroyée à partir de l'âge de 50 ans aux travailleurs licenciés dans une entreprise ressortissant à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois et qui cessent définitivement toute activité professionnelle.

Art. 86. Pour bénéficier de cette indemnité spéciale, les travailleurs visés à l'article 85 doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- être chômeur complet indemnisé et bénéficiaire de l'allocation de chômage au moment de l'octroi;
- ne pas bénéficier d'une allocation complémentaire octroyée par le fonds de sécurité d'existence;

- ne pas **bénéficier** du complément d'ancienneté en vertu de l'arrêté royal du 13 janvier 1989 relatif à l'octroi d'un complément d'ancienneté aux chômeurs âgés (*Moniteur belge* du 19 janvier 1989) et de la prépension sectorielle.

Art. 87. Le montant de l'indemnité spéciale s'élève à 2.000 BEF par mois. Le Comité de gestion du Fonds de sécurité d'existence fixe le moment et le mode de paiement.

Art. 88. La demande d'octroi de l'indemnité spéciale doit être introduite auprès du Fonds de sécurité d'existence par l'entremise des organisations syndicales qui ont signé la convention collective de travail ou par le travailleur concerné à l'aide du formulaire destiné à cet effet. Le Comité de gestion du Fonds de sécurité d'existence fixe les modalités pratiques et la procédure à suivre lors de l'introduction et du traitement des demandes d'octroi.

Chapitre XIII - Frais d'administration

Art. 89. Les frais d'administration pour les avantages sociaux complémentaires sont fixés annuellement par le Comité paritaire de gestion du Fonds de sécurité d'existence de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Chapitre XIV - Cas particuliers

Art. 90. Tous les cas particuliers résultant de l'application des dispositions prévues ci-dessus peuvent être soumis au Comité paritaire de gestion du Fonds de sécurité d'existence de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Chapitre XV - Durée de validité

Art. 91. Cette convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée et entre en vigueur *avec effet rétroactif au 1er janvier 1995, à l'exception des articles pour lesquels une autre date d'application est prévue.*

Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

L'organisation qui prend l'initiative de la dénonciation, s'engage à en communiquer la raison.

Cette convention collective de travail remplace la convention collective de travail du 24 mars 1993 fixant le montant et les modalités d'octroi et de liquidation des avantages sociaux complémentaires, rendue obligatoire par **Ar** du 23 septembre 1994, *Moniteur belge* du 24 novembre 1994.

Hoofdstuk 2 - Fonds voor bestaanszekerheid voor de stoffering en de houtbewerking

Titel 1 - Vaststelling van het bedrag en de wijze van toekenning en uitkering van de aanvullende sociale voordelen

Cao van 9 december 1998

Artikel 1. Bij toepassing van art. 2 van de **statuten** vastgesteld bij de beslissing van 29 juli 1964 tot oprichting van een Fonds voor **bestaanszekerheid** en tot vaststelling van zijn statuten, laatst gewijzigd bij **collectieve arbeidsovereenkomst** van 10 juni 1987, algemeen verbindend verklaard bij **koninklijk besluit** van 12 april 1988, worden, ten laste van het Fonds, de volgende aanvullende sociale voordelen toegekend :

1. een **getrouwheidspremie**;
2. een sociaal voordeel **aan de leden** van een representatieve **werknemersorganisatie**;
3. een aanvullende **werkloosheidsvergoeding**;
4. een aanvullende **vergoeding** voor gelijkgestelde dagen voor economische of **technische werkloosheid**, ziekte en verlof om dwingende reden ;
5. een bijzondere vergoeding aan de **werklieden** bij collectief ontslag ;
6. een aanvullende vergoeding aan de **slachtoffers** van een **arbeidsongeval** ;
7. een aanvullende vergoeding bij **langdurige** ziekte ;
8. een vergoeding aan de gepensioneerde werklieden ;
9. een vergoeding aan de **weduwe(naar)** van een gepensioneerde **arbeid(ster)** ;
10. een vergoeding aan de werklieden die, tengevolge van een **fysisch handicap**, lange tijd volledig **arbeidsongeschikt** zijn ;
11. een vergoeding aan de **weduwe(naar)** van een **fysisch gehandicapte** ;
12. een bijzondere **tegemoetkoming** toe te **kennen** aan **sommige bejaarde werknemers** die elke beroepsactiviteit hebben stopgezet en die **noch** het sectoraal **conventioneel brugpensioen**, noch de **anciënniteitstoelage** in uitvoering van het koninklijk besluit van 13 januari 1989, betreffende de toekenning van een anciënniteitstoelage aan oudere **werklozen** (*Belgischstaatsblad* van 19 januari 1989) **kunnen** genieten.

Deze aanvullende sociale voordelen worden toegekend aan de werklieden tewerkgesteld in de **ondernemingen** die ressorteren onder het **Paritair comité** voor de stoffering en de houtbewerking. Met "werklieden" worden de werklieden en werksters bedoeld.

Hoofdstuk I - Getrouwheidspremie

Art. 2. Een getrouwheidspremie wordt toegekend aan **de werklieden die tewerkgesteld waren** in de ondernemingen **welke** ressorteren onder het Paritair comité voor de stoffering en houtbewerking **in een periode gelegen tussen 1 juli 1992 en 30 juni 1997**.

Art. 3. Voor de jaren 1993, 1994, **1995 en 1996** wordt de getrouwheidspremie berekend op basis van 8,33% van de onbegrensde **brutolonen** aan 108% verdiend in de ondernemingen gedurende de periodes van 1 juli 1992 tot 30 juni **1996**.

Voor de jaren 1997 en 1998 wordt de getrouwheidspremie berekend op basis van 8,55% van de onbegrensde brutolonen aan 108% verdiend in de ondernemingen gedurende de periode(s) gelegen tussen 1 juli 1996 tot 30 juni 1997. en tussen 1 juli 1997 tot 30 juni 1998.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	
10-02-1999	02-04-1999	N.R.
		Nº

50.418/6/126

Art. 4. Het bedrag van de **getrouwheidspremie** wordt berekend op de **brutolonen** aan 108%, vermeld op de **driemaandelijke aangifte** voor de **Rijksdienst** voor sociale zekerheid.

Het **minimumbedrag** per **betalingsmandaat** is vastgesteld op 1.000 BEF. **Wanneer** de getrouwheidspremie 1.000 BEF **niet bereikt**, wordt er geen betalingsmandaat **opgemaakt**.

Art. 5. Voor iedere rechthebbende **maakt het** Fonds een persoonlijke **titel** op. De titels worden **vóór** 5 december van het jaar **waarvoor** het voordeel is **verschuldigd gestuurd** aan de werkgevers **waarbij** de **werkman** in dienst is of was. De werkgever **overhandigt** de titel, **onmiddellijk** na **ontvangst**, aan de rechthebbende.

Deze titels **vermelden** de onbegrensde brutolonen, verdiend bij de **betrokken** werkgever.

Art. 6. De getrouwheidspremie is **uitbetaalbaar** vanaf 10 december van het jaar waarvoor het voordeel verschuldigd is. De titel **blijft** geldig **gedurende** één jaar.

Art. 7. De rechthebbenden die **lid** zijn van één van de representatieve **interprofessionele werknemersorganisaties** die op **nationaal** niveau zijn verbonden en die in het **Paritair comité** voor de **stoffering** en de **houtbewerking** zijn **vertegenwoordigd**, leggen hun titel ter **betaling** voor aan hun **werknemersorganisatie**. De **andere** rechthebbenden **dienen** hun titel rechtstreeks bij het Fonds in.

Art. 8. De titels *die* ter betaling worden **aangeboden** na 15 december van **hetjaar dat volgt op hetjaar waarop de titel slaat**, zijn niet meer geldig.

Hoofdstuk II - Sociaal voordeel aan de leden van een representatieve werknemersorganisatie

Art. 9. Een **sociaal** voordeel wordt toegekend aan de in de ondernemingen van de sector stoffering en houtbewerking tewerkgestelde werklieden die het recht **verworven** hebben op de getrouwheidspremie **zoals** voorzien in Hoofdstuk I, art. 2 en 3 van **onderhavige** collectieve **arbeidsovereenkomst**, **en/of** aan de werklieden verbonden door een arbeidsovereenkomst aan een **onderneming** van de sector stoffering en houtbewerking, die opgeroepen zijn onder de wapens of dienst **vervullen** in een **statuut** van gewetensbezwaarde **en/of** aan **langdurige** zieken **en/of** aan de **werknemers getroffen** door een **arbeidsongeval** en die lid zijn van één van de representatieve interprofessionele werknemersorganisaties die op nationaal niveau verbonden zijn en die in het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking zijn vertegenwoordigd.

Art. 10. De **toepassingsmodaliteiten**, **alsmede** het bedrag van dit sociaal voordeel worden jaarlijks vastgesteld door het Paritair **beheerscomité** van het Fonds voor **bestaanszekerheid**, en ter **goedkeuring** voorgelegd aan het Paritair comité.

Hoofdstuk III - Aanvullende werkloosheidsvergoeding

Art. 11. Een **aanvullende** werkloosheidsvergoeding wordt toegekend aan de werklieden zodra zij, bij toepassing van de wettelijke en réglementaire **bepalingen inzake werkloosheidsverzekering**, recht hebben op **werkloosheidsuitkeringen** en zodra zij ten minste 130 bezoldigde dagen in de sector in de laatste vijfjaren **kunnen** bewijzen.

De **anciënniteit** van 130 dagen is niet van toepassing op de werklieden getroffen door **collectief ontslag**.

De toekenningsprocedure wordt door het Paritair beheerscomité **bepaald**.

Vanaf het **ogenblik** dat een werkman zijn **brugpensioen** neemt, **heeft hij** geen recht meer op deze vergoeding.

De werknemer die in **uitvoering** van het **koninklijk** besluit van 13 januari 1989, *Belgisch Staatsblad* van 19 januari 1989, een **anciënniteitstoeslag** voor oudere werklozen **geniet kan**

geen aanspraak maken op de aanvullende vergoeding, met uitzondering van het eerste jaar volledige werkloosheid.

In geval van volledige werkloosheid kan de werknemer gedurende twee opeenvolgende kalenderjaren aanspraak maken op het maximum aantal vergoedbare dagen per kalenderjaar, namelijk het dienstjaar waarin hij volledig werkloos wordt en het daaropvolgende dienstjaar. Wordt gedurende het eerste jaar volledige werkloosheid het maximum aantal te vergoeden dagen niet uitgeput, dan wordt het saldo overgedragen naar het volgende kalenderjaar.

Na uitputting, gedurende twee opeenvolgende kalenderjaren, van het maximum aantal vergoedbare dagen, kan de volledige werkloze gedurende een derde kalenderjaar aanspraak maken op het maximum aantal vergoedbare dagen zoals voorzien in art. 12, op voorwaarde dat hij gedurende ten minste 10 jaren tewerkgesteld is geweest in een onderneming die ressorteert onder het Paritair comité voor de stofferingen de houtbewerking en hij tijdens deze 10 jaren ten minste 5 jaren effectieve prestaties bewijst ; deze voorwaarde moet vervuld zijn op het ogenblik dat de werkloosheid aanvangt.

In de mate dat de werknemer recht heeft op de hoofdvergoeding (volledig of gedeeltelijk), kan hij aanspraak maken op de aanvullende vergoeding (volledig of gedeeltelijk).

Art. 12. Het aantal te vergoeden dagen is vastgesteld op 130 per jaar, uitgenomen in het geval bedoeld bij art. 11, 6e alinéa.

Art. 13. Het bedrag en de toekenningsvoorwaarden van deze vergoeding worden door het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

Tot en met 31 december 1995 bedraagt de vergoeding 150 BEF per dag.

Van 1 januari 1996 tot en met 31 december 1997, bedraagt de vergoeding 160 BEF per dag.

Vanaf 1 januari 1998, bedraagt de vergoeding 166 BEF per dag.

Art. 14. Om de uitbetaling van de aanvullende werkloosheidsvergoeding te krijgen:

- richten de rechthebbenden die lid zijn van één van de bij artikel 7 bedoelde werknemersorganisaties, zich tot hun werknemersorganisatie welke de hoofdwerkloosheidsuitkeringen heeft uitbetaald ;
- dienen de andere rechthebbenden bij het Fonds een daartoe door het Fonds voorgeschreven dossier en een attest van de werkloosheidskas in.

Hoofdstuk IV - Aanvullende vergoeding voor gelijkgestelde dagen voor economische of technische werkloosheid, ziekte en verlof om dwingende redenen

Art. 15. Er wordt een aanvullende vergoeding voor gelijkgestelde dagen voor economische of technische werkloosheid, ziekte en verlof om dwingende redenen uitbetaald aande werklieden, tewerkgesteld in de ondernemingen welke ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking.

Art. 16. De toepassingsmodaliteiten, alsmede het bedrag van deze aanvullende vergoeding worden jaarlijks vastgesteld door het Paritair beheerscomité van het Fonds voor bestaanszekerheid en ter goedkeuring voorgelegd aan het Paritair comité.

Hoofdstuk V - Bijzondere vergoeding aan de werklieden bij collectief ontslag

Art. 17. §1. De aanvullende werkloosheidsvergoeding ten laste van het Fonds wordt aan de werklieden, die recht hebben op de vergoeding verschuldigd bij collectief ontslag, bedoeld in de collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 8 mei 1973 in de Nationale arbeidsraad, betreffende het collectief ontslag, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 6 augustus 1973, toegekend als volgt : de helft van het verschil tussen het nettoreferenteloon

en de normale werkloosheidsuitkeringen wordt bij werkloosheid in geval van collectief ontslag gedekt door de aanvullende werkloosheidsvergoeding toegekend door het Fonds.

Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt met ingang van 1 januari 1997 het begrip collectief ontslag zoals omschreven in voormelde cao van 8 mei 1973 van de Nationale arbeidsraad uitgebreid tot de ontslagen ont economische redenen die in een ononderbroken periode van 120 dagen een bij voormelde CAO bepaald aantal werknemers treft.

Wanneer de helft van het verschil niet wordt gedekt door de bedoelde uitkering, betaalt het Fonds aan de werklieden het verschuldigde bedrag op basis van de nodige bewijsstukken.

§ 2. De aanvullende werkloosheidsvergoeding ten laste van het Fonds wordt eveneens toegekend aan de werklieden tewerkgesteld in ondernemingen met minder dan 20 werknemers op voorwaarde dat :

- ten minste 6 werknemers worden ontslagen in de tijdsspanne bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 mei 1973, indien de onderneming tussen 12 en 20 werknemers tewerkstelt ;
- ten minste de helft van de werknemers worden ontslagen in de tijdsspanne bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 mei 1973, indien de onderneming minder dan 12 werknemers tewerkstelt.

Mits voorlegging van het bewijs dat de werklieden wel degelijk recht hebben op de "vergoeding wegens collectief ontslag" en in zover zij werkloos blijven gedurende een periode van vier maanden welke aanvangt daags na de beëindiging van de arbeidsovereenkomst of eventueel daags na het verstrijken van de periode welke door een opzeggingsvergoeding is gedekt, blijft het Fonds de aanvullende werkloosheidsvergoeding uitbetalen tot op het einde van bedoelde periode.

Dit neemt niet weg dat belanghebbende het recht behoudt op de aanvullende werkloosheidsvergoeding voor de jaarlijkse periode voorzien in geval van werkloosheid welke geen betrekking heeft op een collectief ontslag.

Art. 18. De rechthebbenden dienen de aanvraag tot toekenning van de bedoelde vergoeding in bij het Fonds op een daartoe bestemd formulier.

Art. 19. De bepalingen van de artikelen 17 en 18 zijn alleen van toepassing op de werklieden die getroffen zijn door collectief ontslag en werkloosheidsuitkeringen genieten.

Art. 20. De laatste werkgever blijft evenwel de vergoeding verschuldigd voor een periode van vier maanden zoals voorzien in het koninklijk besluit van 6 augustus 1973 voor de volgende gevallen :

- a. de werkloze werklieden die om redenen onafhankelijk van hun wil uit het genot van de werkloosheidsuitkeringen zijn gesloten ;
- b. de werklieden die een nieuwe betrekking bekleden waar zij een loon ontvangen dat lager ligt dan het loon dat zij voordien verdienden ;
- c. de werklieden die een beroepsopleiding, ingericht of erkend door de Rva, doorlopen en een vergoeding ontvangen welke lager ligt dan het loon dat zij voordien verdienden.

Voor deze gevallen is de vergoeding gelijk aan :

- geval a : de helft van het verschil tussen het nettoloon en de werkloosheidsvergoeding waarop de werkmans aanspraak maken ;
- gevallen b en c : de helft van het verschil tussen het nettoverfertoeloon het totaal van de netto-inkomsten verkregen uit hoofde van de nieuwe betrekking of van de beroepsopleiding.

Hoofdstuk VI - Aanvullende vergoeding aan de slachtoffers van een arbeidsongeval

Art. 21. Een aanvullende vergoeding wordt toegekend aan de werklieden die door een arbeidsongeval tijdens het werk of op de weg naar en van het werk zijn getroffen.

Art. 22. De in **artikel 21** beoogde aanvullende **vergoeding** wordt toegekend **vanaf** de eenendertigste kalenderdag.

Enkel de normale activiteitsdagen geven aanleiding **totde** betaling van de aanvullende vergoeding.

Art. 23. De vergoeding wordt berekend door het Fonds, na de **werkhervatting** of na **uitputting** van het **totaal aantal** dagen door het Fonds voorzien in **geval** van ononderbroken période van **arbeidsongeschiktheid**.

Art. 24. Het aantal te vergoeden dagen is vastgesteld op 200 dagen per **arbeidsongeval** ook indien de **datum** van het arbeidsongeval zich **situeert** vóór 1 januari 1991 doch de période van volledige arbeidsongeschiktheid nog na deze datum doorloopt.

Art. 25. Het bedrag en de **toekenningsvoorwaarden** van deze vergoeding **worden** door het **Paritair comité** voor de **stoffering** en de **houtbewerking** vastgesteld bij collectieve arbeids-overeenkomst, algemeen verbindend **verklaard** bij **koninklijk** besluit.

Sedert 1989 is het bedrag vastgesteld op 140 BEF per dag, **vermeerderd** met het **sociaal voordeel** voorzien in artikel 10. **Vanaf 1 januari 1998 wordt dit bedrag vastgesteld op 144 BEF per dag, vermeerderd met het sociaal voordeel voorzien in artikel 10.**

Art. 26. De rechthebbenden dienen de aanvraag **tot toekenning** van de bedoelde aanvullende vergoeding in bij het Fonds op een **daartoe** bestemd **formulier**.

De rechthebbenden die **lid** zijn van één van de in artikel 7 bedoelde **werknemersorganisaties** dienen hun aanvraag in door toedoen van hun **werknemersorganisatie**.

De **andere** rechthebbenden dienen hun aanvraag **rechtstreeks** bij het Fonds in.

Art. 27. Voor de rechthebbenden die de aanvraag hebben ingediend door toedoen van één van de in artikel 7 bedoelde werknemersorganisaties geschiedt de betaling door toedoen van hun werknemersorganisatie ; voor de anderen geschiedt de betaling rechtstreeks door het Fonds.

Art. 28. Bij dodelijk **ongeval**, overkomen tijdens het werk of op de weg **naaren** van het werk, wordt een forfaitaire vergoeding van 150.000 BEF, verhoogd met een forfaitaire vergoeding van 20.000 BEF per **kind waarvoor gezinsvergoeding** wordt genoten, **aan de** rechthebbenden van het **slachtoffer betaald**.

Aan de **slachtoffers** van een arbeidsongeval, met **als** gevolg een blijvende arbeidsongeschiktheid van 66% en meer, wordt een **eenmalige** vergoeding toegekend van 20.000 BEF verhoogd met 15.000 BEF per kind waarvoor gezinsvergoeding wordt genoten.

Hoofdstuk VII - Aanvullende vergoeding bij langdurige ziekte

Art. 29. Een aanvullende vergoeding wordt toegekend aan de werklieden die **langdurig** ziek zijn en verbonden door een **arbeidscontract** bij een werkgever **uit** de sector stoffering en houtbewerking in **zoverre** zij ten **minste** 130 **bezoldigde** dagen in de sector in de laatste 5 jaar **kunnen** bewijzen.

Om deze vergoeding te kunnen **genieten**, moet de ziekte aanleiding hebben gegeven **toteen** arbeidsongeschiktheid die recht **geeft** op **uitkering inzake verzekering** tegen ziekte en invaliditeit. De **rustperiode** bij **bevalling** wordt van dit voordeel **uitgesloten**.

Art. 30. De in artikel 29 beoogde aanvullende vergoeding wordt toegekend vanaf de eenendertigste kalenderdag.

Art. 31. De vergoeding wordt berekend door het Fonds, na de **werkhervatting** of na **uitputting** van het **totaal aantal** dagen door het Fonds voorzien in **geval** van ononderbroken periode van **arbeidsongeschiktheid**.

Art. 32. Het aantal te vergoeden dagen is vastgesteld op maximum 400 dagen, min de eerste dertig kalenderdagen.

Art. 33. Het bedrag en de **toekenningsvoorwaarden** van deze vergoeding worden door het Paritair comité voor de **stoffering** en de **houtbewerking** vastgesteld bij **collectieve arbeids-overeenkomst, algemeen** verbindend verklaard bij **koninklijk** besluit.

Vanaf 1 januari 1991 tot en met 31 december 1997 bedraagt de vergoeding :

- I. tot en met de **150ste kalenderdag** : 160 BEF per dag, **vermeerderd** met het **sociaal** voordeel voorzien in art. 10 en met de **aanvullende** vergoeding voorzien in art. 16 ;
- II. **vanaf de 151ste kalenderdag t/m de 400ste kalenderdag** : 190 BEF per dag, vermeerderd met het sociaal voordeel voorzien in art. 10 en met de aanvullende vergoeding voorzien in art. 16.

Vanaf 1 januari 1998 bedraagt de vergoeding :

- I. **tot en met de 150ste kalenderdag** : 166 BEF per dag, **vermeerderd met het sociaal** voordeel voorzien in art. 10 en met de **aanvullende vergoeding** voorzien in art. 16 ;
- II. **vanaf de 151ste kalenderdag t/m de 400ste kalenderdag** : 196 BEF per dag, **vermeerderd met het sociaal** voordeel voorzien in art. 10 en met de **aanvullende vergoeding** voorzien in art. 16.

Art. 34. De rechthebbenden die langer dan dertig kalenderdagen **arbeidsongeschikt** waren **wegens** ziekte en **als dusdanig** vergoed **werden** door het **ziekenfonds** dienen de **aanvraag** tot **toekenning** van de bedoelde aanvullende vergoeding in bij het Fonds op een **daartoebestemd** formulier.

De rechthebbenden die **lid** zijn van één van de in **artikel 7** bedoelde **werknemersorganisaties** dienen **hun** aanvraag in door toedoen van **hun werknemersorganisatie**. De andere rechthebbenden dienen hun aanvraag rechtstreeks bij het Fonds in.

Art. 35. Voor de rechthebbenden die de aanvraag hebben ingediend door toedoen van een van de in artikel 7 bedoelde werknemersorganisaties geschiedt de **betaling** door toedoen van hun werknemersorganisatie ; voor de **anderen** geschiedt de betaling rechtstreeks door het Fonds.

Hoofdstuk VIII - Vergoeding aan gepensioneerden (van toepassing vóór 1 juli 1997)

Art. 36. Een vergoeding wordt toegekend aan de gepensioneerde **werklieden** die tijdens hun **beroepsloopbaan** tewerkgesteld zijn geweest in een **onderneming** welke **ressorteert** onder het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking.

De gepensioneerden die de vergoeding genieten in toepassing van de collectieve **arbeidsovereenkomst** van **19 april 1983 tot** vaststelling van het bedrag en de wijze van toekenning en **uitkering** van de aanvullende sociale voordelen gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van **10 juni 1987** respectievelijk algemeen verbindend verklaard bij de **koninklijke** besluiten van **20 oktober 1983** en **25 april 1988**, gepubliceerd in het *Belgisch staatsblad* van **15 december 1983** en van **25 juni 1988** (**einddatum 1 januari 1987**) en de **werknemers** die op **rustpensioen** gegaan zijn vóór **1 januari 1988** behouden het genot van de vergoeding **zoals** voorzien in de **voornoemde** collectieve arbeidsovereenkomst.

De bijzondere gevallen **als** gevolg van de wijzigingen aan de collectieve arbeidsovereenkomst **kunnen** worden voorgelegd aan het Paritair **beheerscomité**.

Art. 37. Kunnen aanspraak maken op deze vergoeding, de werklieden die de leeftijd hebben bereikt van ten minste 60 jaar en een rustpensioen genieten hun toegekend overeenkomstig de wettelijke bepalingen betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers zoals zij vanaf 1 januari 1991 in voege zijn.

Art. 38. De vergoeding wordt vastgesteld als volgt:

§1. Voor een tewerkstelling van 5 jaar of meer in een onderneming van de stoffering en houtbewerking, maar van minder dan 10 jaar, en op voorwaarde dat de laatste werkgever een werkgever van de sector stoffering en houtbewerking was, wordt een vergoeding uitbetaald volgens onderstaande schaal :

- 5 volledige jaren : 5.000 BEF
- 6 volledige jaren : 7.000 BEF
- 7 volledige jaren : 9.000 BEF
- 8 volledige jaren : 11.000 BEF
- 9 volledige jaren : 13.000 BEF.

§2. Een tewerkstelling in een onderneming van de stoffering en houtbewerking van 10 en meer volledige jaren, maar minder dan 21 volledige jaren die zich dienen te situeren in de laatste 25 jaar vóór de (brug)pensionering en ten vroegste op de leeftijd voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst betreffende het sectorieel brugpensioen, geeft recht op een vergoeding van 20.000 BEF

§3. Bij een tewerkstelling in een onderneming van de stoffering en houtbewerking van meer dan 20 volledige jaren, wordt een vergoeding toegekend volgens onderstaande schaal :

- 21 volledige jaren : 21.000 BEF
- 22 volledige jaren : 22.000 BEF
- 23 volledige jaren : 23.000 BEF
- 24 volledige jaren : 24.000 BEF
- 25 volledige jaren : 25.000 BEF.

Het maximum bedrag wordt vastgesteld op 25.000 BEF.

De tewerkstelling, zoals vermeld dient zich te situeren in de laatste 30 jaar vóór de (brug)pensionering en ten vroegste op de leeftijd voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst betreffende het sectorieel brugpensioen.

§4. Voor een tewerkstelling in de sector van minder dan 5 volledige jaren, wordt geen vergoeding uitbetaald.

§5. Er wordt geen vergoeding toegekend voor de périodes van gelijkstelling buiten de arbeidsovereenkomst (bv. brugpensioen, volledige werkloosheid, enz.).

Art. 39. De rechthebbenden die reeds eenzelfde vergoeding ontvangen uitbetaald door een ander Fonds voor bestaanszekerheid dan dat van de stoffering en de houtbewerking, ontvangen maximum de vergoeding bedoeld in artikel 38 verminderd met de vergoeding die zij aldus reeds hebben ontvangen.

Art. 40. De rechthebbenden dienen de aanvraag tot toekenning van de bedoelde vergoeding in bij het Fonds op een daartoe bestemd formulier.

De rechthebbenden die lid zijn van één van de in artikel 7 bedoelde werknemersorganisaties, dienen hun aanvraag in door toedoen van hun werknemersorganisatie.

De andere rechthebbenden dienen hun aanvraag rechtstreeks bij het Fonds in.

Art. 41. De uitkering van de vergoeding gebeurt door het Fonds. Voor het jaar van pensionering, wordt de vergoeding uitbetaald naar verhouding van 1/12 van het totaal jaarbedrag per maand van pensionering.

De uitbetalingsmodaliteiten worden door het Paritair beheerscomité bepaald.

Voor de rechthebbenden die hun aanvraag hebben ingediend door toedoen van één van de in artikel 7 bedoelde werknemersorganisaties, geschiedt de betaling door toedoen van hun werknemersorganisatie ; voor de anderen geschiedt de betaling rechtstreeks door het Fonds.

Art. 42. De rechthebbenden die de vergoeding een eerste maal hebben ontvangen, moeten de daaropvolgende jaren geen nieuwe aanvraag indienen. In de maand januari stuurt het Fonds voor bestaanszekerheid aan diegenen die reeds deze vergoeding ontvingen, een formulier "hernieuwing".

Naargelang het geval, overhandigt de rechthebbende het ondertekend formulier "hernieuwing" aan de werknemersorganisatie of rechtstreeks aan het Fonds.

Zo bij ontvangst van het formulier "hernieuwing", de rechthebbende overleden is, moet(en) de weduwe(naar) of erfgena(a)m(en) bij het formulier een uittreksel van de akte van overlijden voegen.

Indien de rechthebbende gepensioneerde overleden is vòôr 1 januari, vervalt het recht op de vergoeding.

Hoofdstuk VIII - Vergoeding aan gepensioneerden (toepassingsdatum: 1 juli 1997)

Art. 43. Een vergoeding wordt toegekend aan de gepensioneerde werklieden die tijdens hun beroepsloopbaan tewerkgesteld zijn geweest in een onderneming welke ressorteert onder de bevoegdheid van het Paritair comité voor de stofferingn de houtbewerking.

Art. 44. § 1. 1° Ont het recht te openen op deze vergoeding dienen de werklieden gelijktijdig aan volgende voorwaarden te voldoen :

- hun laatste werkgever ressorteert onder de bevoegdheid van het Paritair comité 126.
- ten minste de leeftijd van 60jaar hebben bereikt.
- een rustpensioen genieten overeenkomstig de wettelijke bepalingen betreffend het rust- en overlevingspensioen voor werknemers.
- ten minste 10 volledige jaren tewerkstelling in het arbeidersstatuut bewijzen in een onderneming uit de sector stoffering en houtbewerking, tijdens de période van 30jaar voorafgaand aan de rustpensioenleeftijd.

Met tewerkstelling wordt bedoeld de effectief gepresteerde dagen en daaraan gelijkgestelde dagen.

2° Bij afwijking van wat voorafgaat, kunnen ook bedienden het recht op de vergoeding openen op voorwaarde dat :

1. zij alle onder §1. 1° gestelde voorwaarden vervullen
2. zij tijdens de période van 10jaar die voorafgaat aan hun pensionering het statuut van bediende verwerven bij de werkgever waar zij voordien het arbeidersstatuut hadden.

§ 2. Wanneer het recht is geopend, wordt de loopbaan bepaald die in aanmerking komt voor het vaststellen van het jaarbedrag.

De **loopbaan** van de **werknemer waarmee wordt rekening gehouden** is gelijk aan de som van **alle volledige jaren tewerkstelling** bij een **werkgever (meerdere werkgevers)** die **ressorteert (ressorteren)** onder de **bevoegdheid** van **het Paritair Comité** voor de **stoffering en houtbewerking**.

Volledigejaren worden gerekend van **datum tot datum**.

Voor onvolledigejaren wordt de **volgende deling toegepast: $x/220$** , waarbij x = de sont van **alle bezoldigde en gelijkgesteldedagen** in de S dagen **week**.

Wanneer het resultaat van deze deling **opnieuw resulteert** in een **breuk**, wordt het afgerond **als volgt** :

0,5 of meer = 1
minder dan 0,5 = 0

§ 3. Voor de toepassing van § 1 en § 2 komen als "gelijkgestelde" dagen in **aanmerking**, de dagen van **schorsing** van de **arbeidsovereenkomst**, zoals **vermeld** in art. 16, 17, 18 en 19 van het **koninklijk besluit** van 30 maart 1967 tot bepaling van de **uitvoeringsmodaliteiten** van de **wetten** betreffende de **jaarlijksevakantie** der loonarbeiders. **Périodes buiten de arbeidsovereenkomst** worden niet **gelijkgesteld**.

Art. 45. De vergoeding

§ 1. Het bedrag van de vergoeding wordt vastgesteld aan de **hand** van de **bewezen loopbaan als arbeider** in de sector.

Bewezen loopbaan als arbeider	Bedrag van de vergoeding
minder dan 10 jaar	-
10 jaar of meer, doch minder dan 15 jaar	10.000 BEF
15 jaar of meer, doch minder dan 20 jaar	15.000 BEF
20 jaar	20.000 BEF
21 jaar	21.000 BEF
22 jaar	22.000 BEF
23 jaar	23.000 BEF
24 jaar	24.000 BEF
25 jaar en meer	25.000 BEF

§ 2. Voor het begrip "volledig jaar" wordt verwezen naar hetgeen is bepaald in art. 44 § 2.

§ 5. De vergoeding wordt voor de eerste maal uitbetaald op het einde van de maand juni van het jaar volgend op het jaar waarin het wettelijk rustpensioen een aanvang nam.

De eerste uitbetaling wordt geproratiseerd naar verhouding van 1/12 per maand pensionering van het voorgaande jaar.

§ 4. De vergoeding zoals voorzien in art. 45 § 1 wordt de daaropvolgende jaren uitgekeerd op het einde van de maand juni en dit totdat 15 volledige vergoedingen werden betaald.

§ 5. De vergoeding is slechts verschuldigd aan de werklieden die op 30 juni van ieder jaar waarin de vergoeding wordt uitbetaald, nog in leven zijn.

Art. 46. Aanvraag

§ 1. De **rechthebbenden** dienen de **aanvraag tot toekening** van bedoelde vergoeding in op een **daartoe bestemd formulier**.

De **rechthebbenden** die **lid** zijn van één van de in art. 7 bedoelde **werknemersorganisaties**, dienen **hun** aanvraag in via deze **werknemersorganisatie**.

De **andere rechthebbenden** dienen hun aanvraag **rechtstreeks** in bij het **Fonds** voor **bestaanszekerheid**.

§ 2. Hernieuwing

De rechthebbenden die de vergoeding reeds een eerste maal ontvingen, moeten de daaropvolgende jaren geen nieuwe aanvraag indienen. In de loop van het eerste kwartaal ontvangen zij van het Fonds een formulier "hernieuwing" hetwelk ingevuld teruggestuurd wordt aan hun werknemersorganisatie of rechtstreeks aan het Fonds.

Een attest "leven" dient te worden bijgevoegd.

Het Paritair beheerscomité kan echter beslissen over te stappen naar een geautomatiseerd systeem van hernieuwing.

Art. 47. Uitbetaling

§ 1. Voor de rechthebbenden die hun aanvraag hebben ingediend via één van de in art. 7 bedoelde werknemersorganisaties, geschiedt de betaling door toedoen van hun werknemersorganisaties, voor de anderen gebeurt de betaling rechtstreeks door het Fonds.

§ 2. Erfgenamen die aanspraak maken op de uitbetaling van de in het vermogen van de overledene begrepen vergoeding, dienen bij het formulier "aanvraag" of "hernieuwing" ter staving volgende attesten te voegen :

- een uittreksel uit de akte van overlijden.
- bewijs van hun hoedanigheid van erfgenaam of vangevolmachtigde van de erfgenamen.

Art. 48. Cumul

§ 1. De rechthebbenden die reeds eenzelfde vergoeding ontvangen, uitbetaald door een ander Fonds voor bestaanszekerheid dan dat van de stoffering en houtbewerking, ontvangen maximum de vergoeding bedoeld in art. 45, verminderd met de vergoeding die zij reeds ontvangen.

§ 2. Sinds 1 januari 1990 bestaat er een overeenkomst tussen het Fonds voor bestaanszekerheid van de bouw en het Fonds voor bestaanszekerheid voor de stoffering en de houtbewerking, voor werknemers die beurtelings werden tewerkgesteld bij werkgevers ressorterend onder het Paritair comité stoffering en houtbewerking, hetzij onder het Paritair comité bouw.

Art. 49. Toepassingsdatum

§ 1. De vergoeding, zoals omschreven in dit hoofdstuk, wordt toegekend aan de rechthebbenden van wie het wettelijk rustpensioen een aanvang nam vanaf juli 1997.

§ 2. Op de gepensioneerden die de vergoeding genieten in toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 november 1995 en op de werknemers die op rustpensioen gegaan zijn vóór 1 juli 1997 is volgend overgangsregime van toepassing :

- de gepensioneerden van wie het recht op de vergoeding geopend werd vóór 1985, ontvangen in 1998 uitzonderlijk nog eenmaal het bedrag waarop zij ingevolge de toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 november 1995 recht konden laten gelden.
- de gepensioneerden van wie het recht op de vergoeding geopend werd in de periode vanaf 1 januari 1985 tot en met 30 juni 1997, ontvangen jaarlijks het bedrag waarop zij ingevolge de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 november 1995 recht konden laten gelden, tot wanneer zij aldus 15 keer de jaarlijkse vergoeding hebben ontvangen.

Daarna vervalt hun individueel recht op de vergoeding.

Voor het overige blijven alle beschikkingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 november 1995 volledig van toepassing op deze gepensioneerden.

Hoofdstuk IX - Vergoeding aan de weduwe(naar) van een gepensioneerde (toepassing vóór 1 juli 1997)

Art. 50. Een vergoeding wordt toegekend aan de weduwe(naar) van een gepensioneerde werkmán die tijdens zijn beroepsloopbaan tewerkgesteld geweest is in een onderneming welke ressorteert onder het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking.

Wordt beschouwd als weduwe(naar), de rechthebbende volgens de criteria van de wettelijke bepalingen betreffende het rust- en overlevingspensioen voor arbeiders.

De voorziene **vergoeding** wordt voor de eerste **maal** toegekend in het jaar dat **volgt** op dat van het overlijden van de gepensioneerde.

Art. 51. Opdat de weduwe(**naar**) de vergoeding, voorzien in **artikel 50**, zou **kunnen genieten**, moet de gepensioneerde vóór het overlijden **rechthebbende** zijn op de vergoeding **aan** gepensioneerden.

Art. 52. De weduwe(**naar**) kan eveneens **aanspraak maken** op de vergoeding :
 - indien de overledene aanspraak kon maken op de vergoeding aan gepensioneerden, doch deze eerste **aanvraag** niet **heeft ingediend** ;
 - in **geval** van overlijden van de rechthebbende **tussen 55 jaar en 60 jaar** (vrouwen), en **60 jaar en 65 jaar** (**mannen**), doch ten **vroegste** op het tijdstip dat de normale pensioengerechtigde **leeftijd** van de overledene zou zijn **bereikt** (60 jaar voor de vrouwen en 65 jaar voor de mannen).

Art. 53. Het **bedrag** en de **toekenningsvoorwaarden** van deze vergoeding worden door het **Paritair comté** voor de **stoffering** en de **houtbewerking** vastgesteld bij collectieve **arbeidsovereenkomst**, algemeen **verbindend verklaard** bij **koninklijk besluit**. Het bedrag is vastgesteld op 60% van de vergoeding toegekend aan de gepensioneerde.

Art. 54. De rechthebbenden dienen de aanvraag **tot toekenning** van de bedoelde vergoeding in bij het Fonds op een **daartoe bestemd formulier**.

Wanneer de overledene **lid** was van één van de in artikel 7 bedoelde **werknemersorganisaties**, wordt de aanvraag ingediend door toedoen van zijn **werknemersorganisatie**.

De **andere** rechthebbenden dienen hun aanvraag **rechtstreeks** bij het Fonds in.

Art. 55. De **uitkering** van de vergoeding **gebeurt** door het Fonds. De **uitbetalingsmodaliteiten** worden door het Paritair beheerscomité bepaald.

Wanneer de aanvraag werd ingediend door toedoen van één van de in artikel 7 bedoelde werknemersorganisaties, **geschiedt de betaling** door toedoen van hun werknemersorganisatie; voor de **anderen** geschiedt de betaling rechtstreeks door het Fonds.

Art. 56. De rechthebbenden die de vergoeding een eerste maal hebben **ontvangen**, moeten de daaropvolgende jaren geen nieuwe aanvraag **indienen**.

In de **maand mei** **stuurt** het Fonds voor **bestaanszekerheid** aan diegenen die reeds deze vergoeding **ontvingen**, een formulier "**hernieuwing**".

Naargelang het geval, **overhandigt de rechtverkrijgende** het **ondertekend** formulier "**hernieuwing**" aan de werknemersorganisatie of rechtstreeks aan het Fonds.

Zo bij **ontvangst** van het formulier "**hernieuwing**", de rechthebbende weduwe(**naar**) overleden is, moet(en) de **erfgena(a)m(en)** bij het formulier een **uittreksel** van de **akte** van overlijden voegen.

Indien de rechthebbende weduwe(**naar**) overleden is vóór 1 **januari**, **vervalthet recht** op de **vergoeding**.

Hoofdstuk IX - Vergoeding aan de weduwe(naar) van een gepensioneerde (toepassingsdatum : 1 juli 1997)

Art. 57. § 1. Een vergoeding wordt toegekend aan de weduwe(naar) van een gepensioneerde. Die gepensioneerde moet op het ogenblik van zijn overlijden rechthebbende zijn op de vergoeding in toepassing van art. 44 § 1.

De vergoeding bedraagt 30.000 BEF en is persoonsgebonden.

§ 2. Daarnaast ontvangt de weduwe(naar) van een gepensioneerde, overleden tijdens het jaar voorafgaand (dit is het referentejaar) aan het jaar van uitbetaling, nog de volgende vergoeding :

X/12 van het volledige bedrag dat de gepensioneerde nog zou hebben ontvangen indien hij op de datum van uitbetaling van de vergoeding aan gepensioneerden nog in leven zou zijn geweest.

X komt overeen met het aantal volledige maanden dat de gepensioneerde nog heeft geleefd tijdens het referentejaar.

§ 3. Bij ontstentenis van een weduwe(naar) vervalt het recht op de vergoeding.

Art. 58. § 1. De vergoeding zoals bepaald in dit hoofdstuk wordt toegekend aan de weduwe(naar) wier (wiens) echtgeno(o)t(e) overleed na 30 juni 1997.

§ 2. De in artikel 57 bedoelde vergoeding is eenmalig en wordt uitgekeerd in de loop van het kwartaal volgend op de datum waarop het overlijden ter kennis van het Fonds wordt gebracht zoals voorzien in art. 60.

§ 3. De vergoeding is persoonsgebonden. Het recht op de vergoeding vervalt indien de begunstigde weduwe(naar) overlijdt vóór de voorziene uitbetalingsdatum.

Art. 59. § 1. Van de weduwe(naar) die een vergoeding genoot in toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 november 1995, wordt volgende overgangsregeling toegepast :

- in 1998 : uitkering van 60% van het door hun overleden echtgeno(o)t(e) verworven bedrag (= zelfde bedrag zoals verschuldigd in 1997).
- in 1999 : uitkering van 40% van het door hun overleden echtgeno(o)t(e) verworven bedrag (= zelfde bedrag zoals verschuldigd in 1997).
- in 2000 : uitkering van 20% van het door hun echtgeno(o)t(e) verworven bedrag (= zelfde bedrag zoals verschuldigd in 1997).

In 2001 vervalt het recht voor deze rechthebbenden volledig.

§ 2. De vergoeding is persoonsgebonden. Het recht op de vergoeding vervalt indien de begunstigde weduwe(naar) overlijdt vóór de voorziene uitbetalingsdatum.

Art. 60. De rechthebbende dient een aanvraag in bij het Fonds op een daartoe bestemd formulier.

Indien de overleden gepensioneerde was aangesloten bij één van de in art. 7 bedoelde werknemersorganisaties, dan wordt de aanvraag via zijn/haar respectieve organisatie ingediend, de anderen dienen hun aanvraag rechtstreeks in bij het Fonds voor bestaanszekerheid.

Art. 61. De vergoeding wordt uitbetaald

- hetzij via de werknemersorganisatie die de aanvraag heeft ingediend
- hetzij rechtstreeks aan de betrokkene die de aanvraag rechtstreeks indiende.

Art. 62. De *rechthebbenden waarvan sprake in artikel 59 § 1 volgentijdens de overgangperiode, voor het verkrijgen van de vergoeding, dezelfde procedure als die voorzien voor de gepensioneerden in artikel 39 § 2.*

Hoofdstuk X - Vergoeding aan de werklieden die, tengevolge van een fysische handicap, lange tijd volledig arbeidsongeschikt zijn

Art. 63. Een vergoeding wordt toegekend aan de **werklieden** van de **ondernemingen welke ressorteren onder het Paritair comité voor de stofferingen de houtbewerking die, als gevolg van een fysische handicap, lange tijd volledig arbeidsongeschikt zijn.**

Art. 64. Kunnen **aanspraak maken** op deze vergoeding, de werklieden die de volgende voorwaarden vervullen :

1. het **bewijs** leveren van een **arbeidsongeschiktheid** van ten minste 66%, ongeacht hun **leeftijd**, mits voorlegging van een attest van de **controleerende** geneesheer van de **mutualiteit of verzekeringsmaatschappij**,
of
voor de werkloze werklieden van **60 jaar** (mannen) en **55 jaar** (vrouwen) en meer, het bewijs leveren van de arbeidsongeschiktheid in de sector door een door het Fonds erkende geneesheer.

De werkloze werklieden die de **anciënniteitstoelage genieten zoals** voorzien in het **koninklijk besluit van 13 januari 1989 kunnen** geen aanspraak maken op de vergoeding aan **fysisch gehandicapten**.

2. het bewijs leveren dat hun laatste werkgever onder het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking **ressorteerde**.

3. het bewijs leveren dat zij, **gedurende** de laatste tien jaar die de stopzetting van het werk **voorafgaan** of sinds het verlaten van de school, nergens anders tewerkgesteld zijn geweest dan in één of meer ondernemingen welke onder het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking ressorteren.

Alle gevallen van wettelijke schorsing en verbreking van de arbeidsovereenkomst worden, voor de toepassing van dit artikel, met tewerkstelling gelijkgesteld, voor zover deze inactiviteitsjaren de **activiteitsjaren niet overtreffen**, dwz dat de **betrokkenen** minstens **5 jaren effectieve activiteit** moeten bewijzen en dat de **andere 5 jaren inactiviteitsjaren** in de sector mogen zijn.

Uitzondering wordt **gemaakt** voor de **fysisch gehandicapten** die de laatste 10 jaar niet volledig kunnen **rechtvaardigen** ; zij moeten gedurende de 25 jaar die de stopzetting van hun werk voorafgaan, 15 jaar in de sector tewerkgesteld zijn geweest, **waarvan** minstens 7,5 jaren **effectieve activiteit** ; de andere 7,5 jaren mogen inactiviteitsjaren in de sector zijn.

4. hun rechten op bijkomende **vergoedingen, hetzij van werkloosheid, hetzij van ziekte of arbeidsongeval, toegekend door het Fonds voor bestaanszekerheid voor de stoffering en de houtbewerking** hebben uitgeput.

Art. 65. **Vanaf het ogenblik dat de werknemer zijn bruggpensioen neemt, heeft hij geen recht meer op deze vergoeding.**

Art. 66. Het **bedrag** en de **toekenningsvoorwaarden** van deze vergoeding worden door het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking vastgesteld bij **collectieve arbeidsovereenkomst, algemeen verbindend verklaard** bij koninklijk besluit.
Het bedrag is vastgesteld op 20.000 BEF/jaar.

Art. 67. **rechthebbenden** dienen de aanvraag **tot toekenning** van de bedoelde vergoeding in bij het Fonds op een **daartoe bestemd formulier** in de **loop** van het dienstjaar dat **volgt** op dit

tijdens hetwelk zij **hun rechten** op de bijkomende vergoedingen toegekend door het Fonds voor bestaanszekerheid hebben uitgeput.

De rechthebbenden die **lid** zijn van één van de in **artikel 7** bedoelde **werknemersorganisaties**, dienen hun **aanvraag** in door toedoen van hun **werknemersorganisatie**.

De andere rechthebbenden dienen hun aanvraag rechtstreeks bij het Fonds in.

Tot staving van hun aanvraag moeten de rechthebbenden het **bewijs** leveren dat zij, sinds het begin van de **stopzetting** van het werk, ononderbroken de **uitkeringen** voor werkloosheid, **ziekte**, **arbeidsongeval** of van het Fonds voor **beroepsziekten**, hebben genoten.

Art. 68. De **uitkering** van de vergoeding **gebeurt** door het Fonds **naar** verhouding van 1/12 van het **totaal** jaarbedrag per **maand** werkelijke **ongeschiktheid**.

De **uitbetalingsmodaliteiten** worden door het **Paritair** beheerscomité bepaald.

Voor de rechthebbenden die hun aanvraag hebben ingediend door toedoen van één van de in artikel 7 bedoelde werknemersorganisaties, **geschiedt** de **betaling** door toedoen van hun werknemersorganisatie ; voor de **anderen** geschiedt de betaling rechtstreeks door het Fonds.

Art. 69. De rechthebbenden die de vergoeding een eerste **maal** hebben **ontvangen**, moeten de daaropvolgende jaren geen **nieuwe** aanvraag indienen.

In de maand december **stuurt** het Fonds voor bestaanszekerheid aan diegenen die reeds deze vergoeding **ontvingen**, een **formulier** "**hernieuwing**".

Dit **hernieuwingsformulier**, tot staving van de **voortzetting** van de **werkonbekwaamheid** (ziekenfonds, **verzekeringsmaatschappij** of Fonds voor beroepsziekten), moet behoorlijk **ingevuld** en **ondertekend** rechtstreeks of door de werknemersorganisatie aan het Fonds worden **teruggestuurd**.

Zo bij **ontvangst** van het formulier "**hernieuwing**", de rechthebbende overleden is, moet(en) de weduwe(naar) of de **erfgena(a)m(en)** bij het formulier een uittreksel van de **akte** van overlijden voegen.

Indien de rechthebbende **gehandicapte** overleden is vòôr 1 **januari**, **vervalt** het recht op de vergoeding.

Art. 70. Deze vergoeding wordt toegekend **tot** de pensioenstelling.

Hoofdstuk XI - Vergoeding aan de weduwe(naar) van een fysisch gehandicapte (tekst van toepassing vòôr 1 juii 1997)

Art. 71. Een vergoeding wordt toegekend aan de **weduwe(naar)** van een fysisch gehandicapte van de **ondernemingen welke ressorteren** onder het Paritair comité voor de **stoffering** en de **houtbewerking**.

Wordt beschouwd **als weduwe(naar)**, de rechthebbende volgens de **criteria** van de wettelijke bepalingen **betreffende** het **rust-** en **overlevingspensioen** voor arbeiders.

De voorziene vergoeding wordt voor de eerste maal toegekend in het jaar dat **volgtop** dat van het overlijden van de fysisch gehandicapte.

Art. 72. Opdat de **weduwe(naar)** de vergoeding voorzien in art. 71 zou **kunnen genieten**, moet de gehandicapte vòôr het overlijden rechthebbende zijn op de vergoeding aan fysisch **gehandicapt**.

Art. 73. De weduwe(naar) kan eveneens aanspraak maken op de vergoeding indien de overledene aanspraak kon maken op de vergoeding aanfysisch gehandicapte, doch deze eerste aanvraag niet heeft ingediend.

Art. 74. Het bedrag en de toekenningsvoorwaarden van deze vergoeding worden door het Paritair comité voor de stofferings de houtbewerking vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit. Het bedrag wordt vastgesteld op 12.000 BEF/jaar.

Art. 75. De rechthebbenden dienen de aanvraag tot toekenning van de bedoelde vergoeding in bij het Fonds op een daartoe bestemd formulier.

Wanneer de overledene lid was van één van de in artikel 7 bedoelde werknemersorganisaties, wordt de aanvraag ingediend door toedoen van hun werknemersorganisatie.

De andere rechthebbenden dienen hun aanvraag rechtstreeks bij het Fonds in.

Art. 76. De uitkering van de vergoeding gebeurt door het Fonds. De uitbetalingsmodaliteiten worden door het Paritair beheerscomité bepaald.

Wanneer de aanvraag werd ingediend door toedoen van één van de in artikel 7 bedoelde werknemersorganisaties, geschiedt de betaling door toedoen van hun werknemersorganisatie; voor de anderen geschiedt de betaling rechtstreeks door het Fonds.

Art. 77. De rechthebbenden die de vergoeding een eerste maal hebben ontvangen, moeten de daaropvolgende jaren geen nieuwe aanvraag indienen.

In de maand mei stuurt het Fonds voor bestaanszekerheid aan diegenen die reeds deze vergoeding ontvingen, een formulier "hernieuwing".

Naargelang het geval, overhandigt de rechtverkrijgende het ondertekend formulier "hernieuwing" aan de werknemersorganisatie of rechtstreeks aan het Fonds.

Zo bij ontvangst van het formulier "hernieuwing" de rechthebbende weduwe(naar) overleden is, moet(en) de erfgena(a)m(en) bij het formulier een uittreksel van de akte van overlijden voegen.

Indien de rechthebbende weduwe(naar) overleden is vóór 1 januari, vervalt het recht op de vergoeding.

Hoofdstuk XI - Vergoeding aan de weduwe(naar) van een fysisch gehandicapte (toepassingsdatum: 1 juli 1997)

Art. 78. Een vergoeding wordt toegekend aan de weduwe(naar) van een fysisch gehandicapte. Die fysisch gehandicapte moet op het ogenblik van zijn/haar overlijden rechthebbende zijn op een vergoeding in toepassing van art. 64.

Wordt beschouwd als weduwe(naar), de rechthebbende volgens de criteria van de wettelijke bepalingen betreffende het rust- en overlevingspensioen voor arbeiders.

Art. 79. De vergoeding bedraagt 20.000 BEF en is persoonsgebonden. Bij onstentenis van een weduwe(naar), vervalt het recht op de vergoeding.

Art. 80. § 1. De vergoeding zoals bepaald in dit hoofdstuk wordt toegekend aan de weduwe(naar) wier (wiens) echtgeno(o)t(e) overleed na 30 juni 1997.

§ 2. De in artikel 79 bedoelde vergoeding is eenmaligen wordt uitgekeerd in de loop van het kwartaal volgend op de datum waarop het overlijden ter kennis van het Fonds wordt gebracht zoals voorzien in art. 60.

§ 3. De vergoeding is persoonsgebonden. Het recht op de vergoeding vervalt indien de begunstigde weduwe(naar) overlijdt vóór de voorziene uitbetalingsdatum.

Art. 81. § 1. Van de weduwe(naar) die een vergoeding genoot in toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 november 1995, wordt volgende overgangsregeling toegepast :

- in 1998 : uitkering van 60% van het door hun overleden echtgeno(o)t(e) verworven bedrag (= zelfde bedrag zoals verschuldigd in 1997).
- in 1999 : uitkering van 40% van het door hun overleden echtgeno(o)t(e) verworven bedrag (= zelfde bedrag zoals verschuldigd in 1997).
- in 2000 : uitkering van 20% van het door hun echtgeno(o)t(e) verworven bedrag (= zelfde bedrag zoals verschuldigd in 1997).

In 2001 vervalt het recht voor deze rechthebbenden volledig.

§ 2. De vergoeding is persoonsgebonden. Het recht op de vergoeding vervalt indien de begunstigde weduwe(naar) overlijdt vóór de voorziene uitbetalingsdatum.

Art. 82. De rechthebbende dient de aanvraag tot toekenning van de bedoelde vergoeding in bij het Fonds op een daartoe bestemd formulier.

Wanneer de overledene lid was van één van de in art. 7 bedoelde werknemersorganisaties, wordt de aanvraag ingediend door toedoen van zijn/haar werknemersorganisatie.

De andere rechthebbenden dienen hun aanvraag rechtstreeks bij het Fonds in.

Art. 83. De vergoeding wordt uitbetaald

- hetzij via de werknemersorganisatie die de aanvraag heeft ingediend
- hetzij rechtstreeks aan betrokkene die de aanvraag rechtstreeks indiende.

Art. 84. De rechthebbenden waarvan sprake in artikel 81 § 2 volgen tijdens de overgangperiode, voor het verkrijgen van de vergoeding, dezelfde procedure als die voorzien voor de gepensioneerden in artikel 46 § 2.

Hoofdstuk XII - Bijzondere tegemoetkoming toe te kennen aan sommige bejaarde werknemers die elke beroepsactiviteit hebben stopgezet en die noch het sectoraal conventioneel brugpensioen, noch de anciënniteitstoelage in uitvoering van het koninklijk besluit van 13 januari 1989 kunnen genieten

Art. 85. De bijzondere tegemoetkoming wordt toegekend vanaf de leeftijd van 50 jaar aan de werknemers die ontslagen worden in een onderneming die ressorteert onder het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking en die elke beroepsactiviteit definitief stopzetten.

Art. 86. Om de bijzondere tegemoetkoming te genieten, moeten de in artikel 85 bedoelde werknemers aan de volgende voorwaarden voldoen :

- volledig uitkeringsgerechtigde werkloze zijn en op het tijdstip van de toekenning de werkloosheidsuitkering genieten
- geen aanvullende vergoeding genieten, uitgekeerd door het Fonds voor bestaanszekerheid voor de stoffering en de houtbewerking
- de anciënniteitstoelage in uitvoering van het koninklijk besluit van 13 januari 1989 betreffende de toekenning van een anciënniteitstoelage aan oudere werklozen (Belgisch staatsblad van 19 januari 1989) en het sectoraal brugpensioen niet genieten.

Art. 87. Het **bedrag** van de bijzondere **tegemoetkoming** bedraagt 2.000 BEF per maand. Het **beheerscomité** van het Fonds voor **bestaanszekerheid** voor de **stofferingen** de **houtbewerking** stelt het tijdstip en de **wijze** van betaling vast.

Art. 88. De **aanvraag tot toekenning** van de bijzondere tegemoetkoming moet **worden ingediend** bij het Fonds voor bestaanszekerheid door toedoen van de syndicale **organisaties** die de **collectieve arbeidsovereenkomst** hebben **ondertekend** of door de **betrokkene rechtstreeks** bij middel van een **daartoe** bestemd **formulier**. Het beheerscomité van het Fonds voor bestaanszekerheid voor de stoffering en de houtbewerking bepaalt de **praktische modaliteiten** en de procedure die moeten gevolgd worden bij het **indienen** en het behandelen van de **aanvragen tot toekenning**.

Hoofdstuk XIII - Administratiekosten

Art. 89. De **administratiekosten** voor de **aanvullende** sociale voordelen worden **jaarlijks** door het **Paritair** beheerscomité van het Fonds voor bestaanszekerheid voor de stoffering en de houtbewerking bepaald.

Hoofdstuk XIV - Bijzondere **gevallen**

Art. 90. **Alle** bijzondere gevallen **resultierend** uit de toepassing van de **hierboven** voorziene **schikkingen kunnen** worden voorgelegd **aan** het Paritair beheerscomité van het Fonds voor bestaanszekerheid voor de stoffering en de houtbewerking.

Hoofdstuk XV - Geldigheidsduur

Art. 91. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is voor **onbepaaldetijd** gesloten en treedt **retroactief** in werking op 1 **januari 1995**, **uitgenomen voor de artikelen waarvoor een andere toepassingsdatum wordt vermeld**.

Zij kan door één der **partijen** worden opgezegd **mits** een opzegging van zes maanden, betekend bij een ter post aangetekende **brief, gericht aan de voorzitter** van het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking.

De **organisatie** die het **initiatief** van opzegging neemt, verbindt er zich toe de reden ervan bekend te **maken**.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst **vervangt** de collectieve arbeidsovereenkomst van 24 **maart 1993 tot** vaststelling van het bedrag en de wijze van toekenning en **uitkering** van de aanvullende sociale voordelen, algemeen verbindend **verklaard** bij **koninklijk besluit** van 23 september 1994, *Belgisch staatsblad* van 24 **november 1994**.